



UNIVERSITE D'ABOMEY-CALAVI

(UAC)

oooooooo

ECOLE DOCTORALE PLURIDISCIPLINAIRE

(EDP)

« Espaces, Cultures et Développement »

oooooooo

FILIERE : SOCIOLOGIE-ANTHROPOLOGIE

OPTION : SOCIOLOGIE DU DEVELOPPEMENT

oooooooo

MÉMOIRE DE DEA

SUJET

**Les Systèmes Financiers Décentralisés à l'épreuve des facteurs
socioculturels au Bénin : essai empirique pour une socio-
anthropologie du financement agricole**

Réalisé et présenté par :

Abdoul Hamid MOUSSA

Sous la codirection du :

Dr Jacques AGUIA DAHO

*Maître Assistant des
Universités /CAMES*

Dr Joseph N. P. SAHGUI

*Maître de Conférences des
Universités /CAMES*

Membres du jury

Président : **Prof. Dr Dodji AMOUZOUVI**

Rapporteur : **Dr Joseph N. P. SAHGUI**

Examineur : **Dr Jacques AGUIA DAHO**

NOTE : 17 /20

Mention : Très Bien

Date de Soutenance : le 24 Janvier 2020

Année académique 2019-2020



Sommaire

Sigles et abréviations	ii
Dédicace.....	iii
Liste des figures	viii
Listes des graphiques	viii
Introduction.....	1
PREMIERE PARTIE Considérations théorique et méthodologique des facteurs socioéconomiques et culturels du remboursement des crédits en milieu rural.....	3
CHAPITRE I : Considérations théoriques.....	4
Chapitre II : Considérations méthodologiques de la recherche.....	21
DEUXIEME PARTIE Quand la perception sociale de la notion de crédit et les déterminants socioculturels influencent les remboursements de crédits en milieu rural.....	29
Chapitre III : Quand la perception sociale de la notion de « crédit » et les activités des emprunteurs influencent les remboursements.....	30
Chapitre IV : Facteurs socioculturels comme éléments influençant les remboursements de crédits en milieu rural.....	42
Conclusion	61
Références bibliographiques.....	63
Annexes.....	66
Tables des matières	83

Sigles et abréviations

ACFB	: Association des Caisses de financement à la base
ACM	: Analyse des Correspondances multiples
ALIDE	: Association de lutte pour la promotion des initiatives de développement
ATDA	: Agence territoriale de développement agricole
BM	: Banque mondiale
CPEC	: Coopérative pour la promotion de l'épargne et du crédit
CVA	: Chaîne de valeur ajoutée
EDP	: Ecole doctorale pluridisciplinaire
FECECAM	: Faîtière des caisses d'épargne et de crédit agricole mutuel
GIE	: Groupement d'intérêt économique
GIZ	: Deutsch Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit
LARRED	: Laboratoire d'analyse et de recherche, religions, espaces et développement
MAEP	: Ministère de l'Agriculture, de l'élevage et de la pêche
MCO	: Moindres carrés ordinaires
ODD	: Objectifs du Développement Durable
OPA	: Organisations paysannes agricoles
PADA	: Projet d'appui à la diversification agricole
PADME	: Projet d'Appui au Développement des Micro-Entreprises
PAR	: Portefeuille à risque
PEBCo	: Promotion de l'épargne-Crédit à base communautaire
PIB	: Produit intérieur brut
PME	: Petites et moyennes entreprises
PPAAO	: Programme de productivité agricole de l'Afrique de l'ouest
ProAgri	: Programme de Promotion de l'Agriculture
ProCIVA	: Projet de promotion des Centres d'Innovations Vertes
PROFI	: Programme d'Appui au développement des Filières Agricoles
ProFinA	: Projet de promotion du financement agricole
ProSol	: Projet de promotion de la Réhabilitation des sols
PSRSA	: Plan Stratégique de Relance du Secteur Agricole
PTF	: Partenaires Techniques et financiers
RENACA	: Réseau nationale des caisses villageoises d'épargne et de crédit autogérées
SFD	: Systèmes financiers décentralisés
SCRIP	: Stratégie de Croissance pour la Réduction de la Pauvreté
SIAN'SON	: Institution de micro finance
UAC	: Université d'Abomey-Calavi
UNACREP	: Union nationale des caisses rurales d'épargne et de prêt

IN MEMORIUM

A

Christian AGOSSOU

Ton héritage reste une source d'inspiration...

Dédicace

A

Toi mon fils Folahan Godwin Moustakim, en réponse non seulement à toutes ces peines et difficultés que ta maman et moi avons vécues, mais aussi à la flamme de cet amour que je porterai toujours pour vous !

Remerciements

La réalisation de ce présent document a été possible grâce à l'appui et au concours de plusieurs personnes à qui j'adresse ma sincère reconnaissance. Particulièrement, je remercie :

- Le Prof Dr Dodji AMOUZOUVI, Professeur Titulaire du CAMES et Directeur Scientifique du LARRED pour ses multiples conseils et accompagnements ;
- Dr Joseph N. T. SAHGUI, Maître de Conférences du CAMES qui, malgré ses multiples occupations, a accepté diriger ce mémoire ;
- Dr Jacques AGUIA DAHO, Maître-Assistant pour avoir accepté codiriger ce mémoire ;
- Les enseignants de l'Ecole Doctorale Pluridisciplinaire, notamment ceux de la filière Sociologie-Anthropologie pour leur formation ;
- Les membres de Laboratoire d'Analyse et de Recherche Religions, Espaces et Développement (LARRED) pour leurs observations et contributions à la réalisation de ce travail ;
- M. Soumanou ALI, pour avoir suscité en moi le goût du travail bien fait et l'ambition d'aller de l'avant. Ce travail est le fruit de vos engagements personnels à aider la jeunesse autour de vous. Soyez-en bénis ;
- M. EL-Emran, EL HADJ TANKO, plus qu'un ami, vous êtes un grand frère. Que le destin nous unisse davantage !;
- Mes grands frères Judicaël GBAYE, Judicaël AFFO et Yèkini ODJOLO pour vos différents appuis et conseils ;
- M. Moutalabi BABA, ce travail est aussi le vôtre, vous avez réussi à justifier l'importance de la solidarité dans l'arène scientifique ;
- M. Geoffroy AMOUZOU et son épouse, Rubain BANKOLE et Léon TCHALLA, la science a permis le contact et l'amour a scellé les liens ;
- Mon père Mama MOUSSA et ma mère Adjaratou BAMIDELE. A travers ce travail, découvrez les fruits de votre engagement à élever en moi, les valeurs et les normes d'une vie saine au profit de la nation ;
- Mlle Cathérine AKABATON, ton soutien moral a été utile ;

- M. Aubin Houssou MAHOUTONDJI, mon passage dans le cabinet GIIGA-Afrique a nourri mon inspiration lors de l'identification de la présente problématique ;
- Tous les responsables et agents des systèmes financiers décentralisés parcourus (UNACREP, CLCAM, PADME, SIANSON, Alidé, Pebco BETHESDA, RENACA).

Résumé

Les systèmes financiers décentralisés constituent aujourd'hui une plateforme de gestion des crédits en général et des crédits agricoles en particulier au Bénin. Ils jouent un rôle de relais entre l'Etat, les partenaires techniques et financiers et les communautés à la base en mettant en place des produits financiers adaptés aux besoins des populations. Cependant, des difficultés subsistent en rapport au remboursement. Cette recherche s'est alors intéressée à analyser les facteurs socioculturels de remboursements de crédits en milieu rural. De nature mixte, le questionnaire, l'entretien semi-structuré et la technique d'échantillonnage non probabiliste, par choix raisonné et aléatoire sont utilisés pour interroger 499 informateurs (responsables desdites structures et bénéficiaires). La recherche a considéré les systèmes financiers décentralisés impliqués dans le projet de la GIZ/ProFinA. Une analyse approfondie de l'influence des variables explicatives du phénomène de remboursement a permis de comprendre qu'en général, les risques de non remboursement du crédit s'accroissent lorsque l'on migre des départements du Nord vers le Centre du Bénin et ces risques sont potentiellement influencés par les déterminants socioéconomiques et culturels. Aussi La recherche a-t-elle révélé que les phénomènes de non remboursements de crédits, loin d'être un problème de rendement des activités, constitue fondamentalement un problème de faible engagement aux remboursements.

Mots clés : SFD, facteurs socioculturels, financement agricole, Bénin

Abstract

Decentralized financial systems are potential are a credit management system, especially dedicates for rural finance system. This system plays an important role between public authority, foreign donors and local communities by providing agricultural loans to serve rural needs. Nevertheless, it is remarked that there is the persistence of the non-repayment of loans. In order to understand the main barriers which limit the rural loan repayment, this research analyzed the socio-cultural factors. To conduct the research a mixed method was used through quantitative and qualitative methods. For quantitative method, data were collected based on a survey by questionnaire. The qualitative aspects of the research were implemented through individual semi-structured interviews. Purposive sampling is used to select actors from these rural financial systems and snow ball sampling is applied to choose beneficiaries. The research field has taken in to account all a sampling of rural financial system involved in (préciser ici le nom du projet en français) project under the financing of German Development Cooperation in Benin. In total, 499 respondents participated to the data collection. Staffs from rural financial systems and beneficiaries were involved. Results of the research reveal that the non-repayment of loans to the rural finance systems growths from Northern Benin to the Center regions. The risks of non-repayment are essentially embedded in socioeconomic and cultural factors. In addition, it is found that the repayment of the rural loan to the decentralized financial systems under this project is more affected by commitment of the beneficiaries to the repayment instead of their job incomes.

Keywords: Decentralized financial system, socio-cultural factors, agricultural loan, Benin.

Liste des figures, tableaux et graphiques

Liste des figures

Figure 1: Cadre conceptuel	9
---	---

Liste des tableaux

Tableau I: Centres de documentation parcourus et types d'informations recueillies .	23
Tableau II: Techniques et outils de collecte de données avec des cibles correspondantes.....	24
Tableau III: Récapitulatif groupes et échantillonnage	26
Tableau IV: Chronogramme des activités	28
Tableau V: Dictionnaire des variables de la recherche	30
Tableau VIII: Dictionnaire des variables	42
Tableau IX: Matrice d'influences des facteurs socio-économiques et culturels sur le remboursement du crédit en milieu rural.	46
Tableau X: Analyse de la criticité du risque par département ou région	54

Listes des graphiques

Graphique 1: Repartition géographique de l'échantillon.....	32
Graphique 2: Contribution des SFD à l'échantillon	32
Graphique 3: Poids des groupes socioculturels dans l'échantillon.....	33
Graphique 4: Ventilation de l'échantillon suivant la situation matrimoniale des emprunteurs.....	34
Graphique 5: Niveau d'instruction des emprunteurs	34
Graphique 6: Les types de religion	35
Graphique 7: Situation par rapport au crédit.....	36
Graphique 8: Caractéristiques de la portée du portefeuille.....	37
Graphique 9: Perception de la notion de crédit en milieu rural	38
Graphique 10: Répartition du revenu par source des emprunteurs.....	40
Graphique 11: Destinations de l'épargne en milieu rural	40
Graphique 12: Taux de remboursement des prêts en cours	41

Introduction

L'agriculture constitue l'un des piliers les plus importants du développement des pays en voie de développement. Elle contribue à 32.7% du produit intérieur brut et 75% des recettes d'exportation (INSAE, 2017). Le Bénin à l'instar des autres pays, a mis en place son document de Stratégie de Croissance pour la Réduction de la Pauvreté (SCRCP, 2011-2015). Dans cet outil de planification du développement, le secteur agricole est considéré comme l'un des plus importants leviers de lutte contre la pauvreté. A cet effet, un document spécifique, le Plan Stratégique de Relance du Secteur Agricole (PSRSA) a été élaboré pour servir de référence. Son objectif global est d'améliorer les performances de l'agriculture béninoise, pour la rendre capable d'assurer de façon durable la souveraineté alimentaire de la population et de contribuer au développement économique et social du Bénin, à l'atteinte des Objectifs du Développement Durable (ODD) et à la réduction de la pauvreté. C'est à ce titre que le gouvernement, au nombre des orientations stratégiques consignées dans son agenda pour une agriculture de marché, a donné une place de choix à la diversification agricole et a mis en place un système d'appui conseil en vue d'accompagner les paysans à la formation des groupements agricoles. Ceci est rendu possible par le biais des agents vulgarisateurs, les responsables de développement rural. Pour Ela (1990), cette décision intervient à juste titre « au moment où la faillite de l'environnement s'accompagne d'une crise de développement et il faudra revenir au village et identifier les vrais défis à relever pour vivre mieux ». Certes, il est évident que l'Afrique reste massivement une Afrique des villages et pour certains, les structures villageoises traditionnelles constituent le premier obstacle à la modernisation (Belloncle, 1982 :75).

L'insertion de nouvelles techniques agricoles dans des milieux ruraux implique la participation de plusieurs acteurs dont les Agences Territoriales de Développement Agricole (ATDA) qui jouent le rôle de vulgarisateurs voire de facilitateur. Dans le but de faire bénéficier de cet outil aux paysans, ceux-ci sont obligés de se mettre en groupement pour être plus efficace et fort pour défendre leurs intérêts.

D'un côté, c'est avec fébrilité, impatience, et anxiété que les populations des zones rurales attendent de voir les effets de la pauvreté cesser de s'abattre sur elles.

Cette impatience est d'autant plus justifiée que malgré les multiples interventions de l'Etat et des Organismes de développement dans ce milieu, les populations rurales ne sentent pour autant pas le poids de la pauvreté diminuée. Par ailleurs, cette anxiété est justifiée par le sentiment éprouvé par les paysans d'être marginalisés par rapport à l'accès aux services, aux financements et aux facteurs de production, pour un développement harmonieux et soutenu du Bénin. De l'autre côté, c'est avec beaucoup de curiosité que les différents intervenants en milieu rural s'interrogent sur la pertinence, l'efficacité et l'opportunité des actions à entreprendre pour qu'enfin ce milieu où réside une frange importante des béninois connaisse la prospérité.

Dès lors, on perçoit la nécessité de trouver une adéquation entre les stratégies endogènes de développement et celles de l'Etat et autres organismes de développement intervenant en zone rurale. Nécessité qui donc amène à orienter la réflexion sur un certain nombre d'aspects sans lesquels, éradiquer la pauvreté relèverait de l'utopie parmi lesquels on note : l'environnement socioéconomique des Organisations paysannes ; l'accès aux services et des capitaux ; les caractéristiques des Organisations de Producteurs (OP), ainsi que les stratégies endogènes visant l'amélioration du cadre de vie des populations rurales. L'accès aux ressources de base et au financement est devenu une préoccupation majeure aussi bien pour l'Etat que pour des partenaires techniques et financiers intervenant au Bénin. Ainsi, la GIZ à travers plusieurs projets œuvre dans l'amélioration des conditions de vie des populations en mettant à leur disposition des appuis techniques et financiers. C'est le cas du Projet de promotion du financement Agricole (ProFinA) qui fait l'objet de notre recherche à travers le sujet « Les SFD à l'épreuve des facteurs socioculturels au Benin : essai empirique pour une socio-anthropologie du financement agricole ». Ce mémoire comporte deux parties avec chacune deux chapitres. La première partie concerne l'approche théorique et méthodologique et la seconde partie est relative à la restitution des données de terrain.

PREMIERE PARTIE

**Considérations théorique et méthodologique
des facteurs socio-économiques et culturels du
remboursement des crédits en milieu rural**

CHAPITRE I : Considérations théoriques

Le présent chapitre portant sur les généralités des travaux de recherche comporte la problématique, les hypothèses, les objectifs de la recherche, la clarification conceptuelle, la revue critique de littérature et les raisons qui sous-tendent ladite recherche.

1.1. Problématique

1.1.1. Contexte, constats, problème et question de recherche

L'un des problèmes les plus fréquents dans le monde est l'accroissement de la pauvreté extrême. Sur 6 milliards d'habitants de la planète, 2,8 milliards soit presque la moitié a moins de deux dollars par jour pour vivre (BM, 2001). De même, l'histoire économique et sociale de l'Afrique contemporaine depuis les indépendances jusqu'à nos jours, présente l'écart sans cesse grandissant entre projet de développement et réalité africaine. Dumont (1962 :7) avait diagnostiqué les mauvaises bases sur lesquelles était partie le développement économique de l'Afrique. L'Afrique se trouve donc être en panne selon les termes de Singleton (1992). Il est impossible qu'il puisse y avoir de développement qui ne soit pas situé culturellement enraciné dans une histoire (Singleton, 1992 :20). A l'instar des pays en développement, le Bénin, demeure un pays à dominance essentiellement agricole. L'Etat dans son processus de « généralisation » des innovations technologiques agricoles, ne prend pas en compte totalement la spécificité et l'hétérogénéité qui caractérisent le milieu rural. Or, « la rhétorique de la modernité » s'inscrit dans un système de compréhension des sociétés diverses à partir des innovations et ruptures liées à la révolution industrielle » (Ela, 1998).

L'analyse du profil de la pauvreté au Bénin, montre que celle-ci est d'abord un phénomène rural. En effet, elle touche particulièrement les exploitants agricoles (57 %) et les dépendants agricoles informels (54 %). Ce secteur rural reste le secteur dominant de l'économie du pays tant par sa contribution au Produit Intérieur Brut (PIB) et à la croissance que par son potentiel en matière de relance de la croissance et de réduction de la pauvreté (MAEP, 2006). Dans ces efforts de maintien d'une

croissance forte, durable et équitable du secteur rural, le Gouvernement a élaboré une « Stratégie de Développement Rural » bâtie autour de quatre grands axes stratégiques que sont : la modernisation de l'appareil de production ; la structuration du cadre institutionnel ; l'amélioration du cadre incitatif et la gestion durable des ressources naturelles. Dans le cadre de la mise en œuvre de l'application de nouvelles politiques agricoles, l'Etat a mis en place dès 1990 une nouvelle réglementation et un environnement social juridique favorisant l'émergence d'organisations paysanne et communautaire pour un meilleur cadre de relèvement de la production agricole. Le secteur agricole emploie plus de 70% de la population active (MAEP, 2006). Conscient de l'enjeu que représente ce secteur, le gouvernement s'est engagé à mobiliser les fonds en vue d'un accompagnement visible, efficace et efficient.

Dans le document de stratégie de croissance pour la réduction de la pauvreté, (SCRP, 2011-2012), le secteur agricole est considéré comme l'un des plus importants leviers de lutte contre la pauvreté. A cet effet, un document spécifique, le Plan Stratégique de Relance du secteur Agricole (PSRSA) dont l'objectif global est d'améliorer les performances de l'agriculture béninoise, pour la rendre capable d'assurer de façon durable la souveraineté alimentaire de la population et de contribuer au développement économique et social du Bénin, à l'atteinte des objectifs du développement durable (ODD) et à la réduction de la pauvreté a été élaboré pour servir de référence. Les objectifs spécifiques de ce plan concernent entre autres la gestion durable des exploitations agricoles et la compétitivité de leurs produits pour un meilleur accès au marché. Pour atteindre ces objectifs spécifiques, le Ministère de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche (MAEP) a retenu la promotion des filières avec comme démarche opérationnelle l'approche chaîne de valeur ajoutée (CVA). Au cours de l'année 2008, les différents projets initiés dans le secteur agricole commencent par prendre corps. On peut citer entre autres le projet de productivité agricole en Afrique de l'ouest (PPAAO), le projet d'appui à la diversification agricole (PADA) et plusieurs autres projets du Programme d'Appui au développement des Filières Agricoles (PROFI). Le partenariat public-privé étant l'un des leviers retenus par l'Etat pour l'atteinte des résultats, une synergie avec les SFD est envisagée pour

impulser l'essor des activités du secteur agricole. Ainsi sur une base d'intervention gagnant-gagnant, les exploitants agricoles connaissent un renforcement de bien de services financiers adaptés aux activités agricoles telles que les filières à haute valeur ajoutée (ananas, anacarde, produits maraichers) ; les filières conventionnelles (riz, maïs, manioc,) ; l'aquaculture continentale, la production de viande, de lait et d'œufs de table (magazine de la finance agricole, 2018). Il n'est donc point à démontrer que le financement agricole est devenu presque l'apanage des SFD pour plusieurs raisons : proximité, flexibilité, adaptation des produits aux spécificités de l'agriculture, maîtrise des techniques de suivi des activités. Des interventions de certains partenaires sont appréciées par les SFD. C'est le cas de GIZ/ProFinA.

Le projet «Promotion du Financement Agricole» (ProFinA) et les autres projets de la coopération bénino-allemande dans le secteur agricole, «Promotion de l'Agriculture» (ProAgri), «Centres d'Innovations Vertes» (ProCIVA) et «Réhabilitation des sols» (ProSOL) s'orientent vers l'approche «Promotion de Chaîne de Valeur ajoutée « ValueLinks » pour améliorer tant la productivité des exploitations que l'accès des producteurs et de leurs organisations professionnelles au marché ainsi qu'au financement. C'est dans cet ordre d'idées que le projet ProFinA qui s'active dans la facilitation professionnelle des acteurs du monde agricole aux produits financiers adaptés à leurs activités, s'est fixé l'objectif suivant : « offrir des produits et services financiers adaptés aux institutions financières et utilisés par les exploitations agricoles, OPA et PME à base agricole ». Pour y parvenir, le projet intervient dans trois champs d'action : l'appui aux petites et moyennes entreprises (PME) agricoles, l'appui aux organisations paysannes (sociétés coopératives et faîtières communales et régionales) et l'appui aux institutions financières. A travers les composantes 1 et 2, le projet fournit un appui-conseil technique et entrepreneurial pour la professionnalisation des acteurs agricoles pour arriver à une extension du financement des chaînes de valeur agricole au niveau de la demande (exploitants agricoles, OPA, PME agricoles) et concernant la composante 3, le projet appuie les acteurs du secteur financier (SFD et banques) à la mise en place des produits financiers (les crédits de campagne, les crédits d'investissement, les produits d'épargne, les systèmes de

paiement) agricoles adaptés aux CVA identifiées dans les différentes filières agricoles. Les actions de facilitation du ProFinA ont abouti à la mise en place de divers types de crédits au profit des acteurs des filières Anacarde (crédit pépiniériste, crédits d'entretien des plantations et de pré-collecte), Soja (crédits de campagne pour la production du soja) et Karité (crédit pour commercialisation des amandes). Des PME à base agricole ont également bénéficié de crédits d'investissement et/ou de fonctionnement grâce à la facilitation du ProFinA. Ces différentes expériences de financement, du point de vue remboursement de crédit, ont donné des résultats meilleures (taux d'impayé 94.5 %) mais avec quelques difficultés au sein des SFD. Parmi ces difficultés, on peut citer les retards dans le remboursement, les détournements de remboursement, les impayés, les risques de surendettement. En dehors de ces risques, les constats ont révélé que les emprunteurs ne souffrent pas d'un problème de capacité financière mais plutôt d'un problème de « volonté ». Il se pose ici alors un problème de la persistance du non remboursement des crédits agricoles par des emprunteurs au Bénin en général et dans les départements du zou-collines, Atacora-Donga et Borgou-Alibori en particulier. Il s'agit d'identifier et analyser les facteurs concourant au non remboursement de crédits d'une part et d'autre part, mettre à la disposition des agents opérationnels un arsenal d'éléments pertinents pour analyser la volonté de remboursement d'une demande de crédit (agricole).

Cette recherche est donc menée dans le but de permettre au ProFinA de conseiller efficacement les Systèmes Financiers Décentralisés (SFD) partenaires et ceux désirant s'investir dans le secteur agricole notamment les techniciens et les conseillers des différentes filières partenaires. Ainsi, dans le but d'appréhender les éléments explicatifs du phénomène, l'on s'est posé la question de savoir en quoi les facteurs socioculturels influencent-ils les remboursements de crédits agricoles au niveau des SFD ?

Pour répondre à cette question, des hypothèses de recherche ont été formulées.

1.1.2 Hypothèse générale

Les référents socioculturels participent aux remboursements de crédits agricoles en milieu rural.

1.1.2.1 Hypothèses spécifiques de recherche

Hypothèse 1 : la perception sociale des emprunteurs en lien avec la notion de « crédit » influence les remboursements de crédits ;

Hypothèse 2 : les activités génératrices de revenu développées par les emprunteurs déterminent les remboursements de crédits ;

Hypothèse 3 : l'attachement des emprunteurs aux valeurs traditionnelles et religieuses influence les remboursements de crédits.

De ces hypothèses découlent des objectifs suivants :

1.1.3 Objectif général

Analyser les facteurs socioculturels déterminant les remboursements de crédits agricoles en milieu rural.

Cet objectif général est décliné en trois objectifs spécifiques

1.1.3.1 Objectifs spécifiques

Les objectifs spécifiques sont au nombre de trois :

Objectif spécifique 1 : Décrire les perceptions sociales des emprunteurs en lien avec la notion de crédit ;

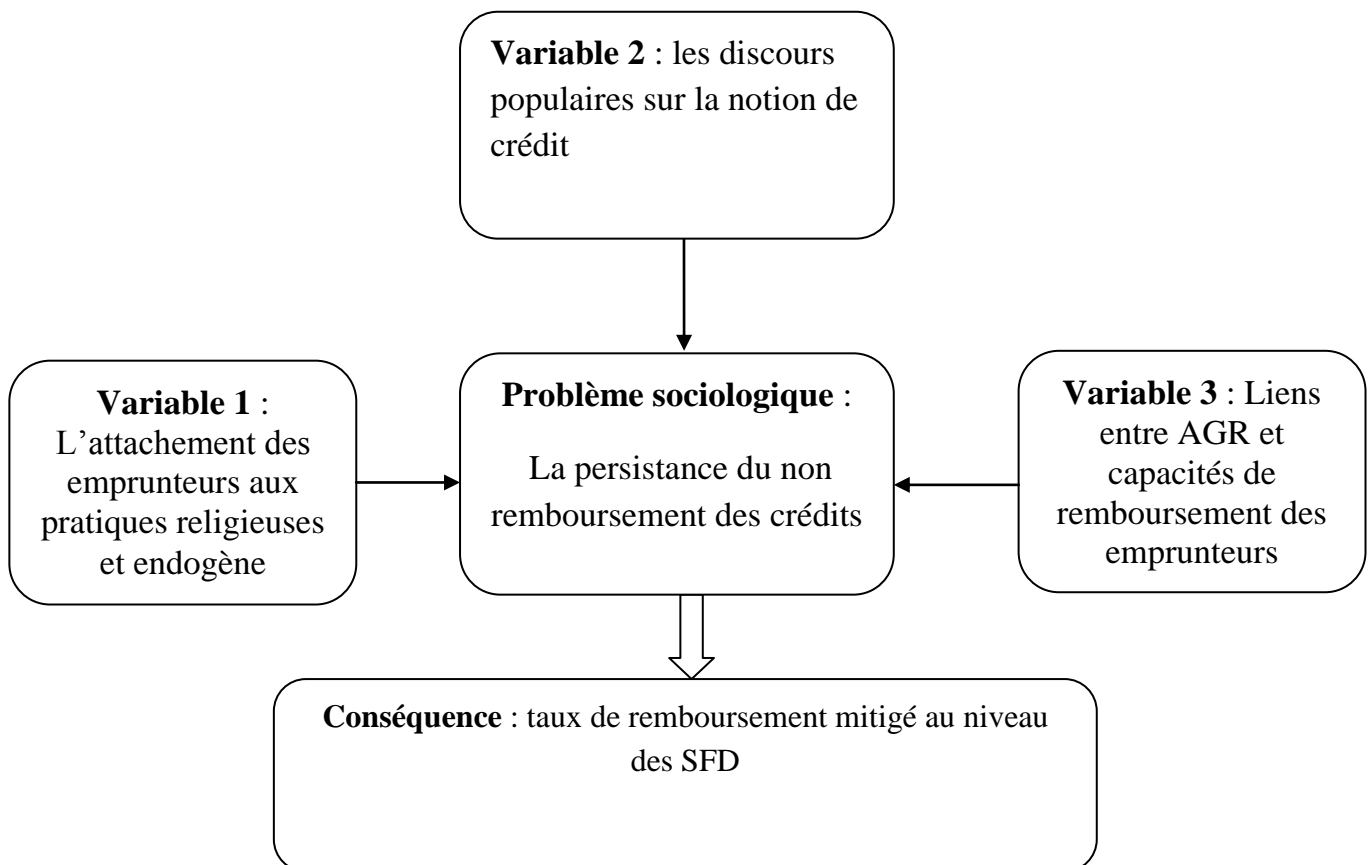
Objectif spécifique 2 : Répertorier les activités génératrices de revenus en lien avec la capacité de remboursement des emprunteurs ;

Objectif spécifique 3: Inventorier les pratiques endogène et religieuse des emprunteurs en lien avec les remboursements des crédits.

1.2 Réseau conceptuel

Il s'agit ici d'une présentation schématique du problème socio-anthropologique qui fait la centralité de la recherche et les différentes variables assorties des hypothèses de travail précédemment présentées. Cette articulation rend plus visible les relations entre les variables et le problème. La persistance du non remboursement des crédits en milieu rural constitue un problème et les variables explicatives retenues sont : l'attachement aux valeurs religieuses, traditionnelles, culturelles, les discours populaires sur la notion de crédit et les activités génératrices des acteurs en lien avec la volonté de remboursement. La figure 1 montre les relations entre les variables et le problème.

Figure 1: Réseau conceptuel



Source : *Données des recherches exploratoires, 2018*

Il y a une interaction entre les variables explicatives (1, 2 et 3) et le problème sociologique.

Après l'établissement du réseau conceptuel, il est important de clarifier les raisons du choix du sujet.

1.3 Motivations du choix du sujet

Les motivations du choix du sujet sont de deux (02) ordres : raisons subjectives et raisons objectives.

1.3.1 Raisons subjectives

En tant que membre de la communauté agricole de Bantè dans le département des collines, nous avons eu l'opportunité de vivre des situations telles que les tiraillements entre agents de crédits et les clients des SFD pour des raisons de non remboursement ou pour des raisons de retard dans le remboursement des crédits. Compte tenu de tous ces paramètres, nous avons jugés utile d'investiguer cette thématique pour explorer des facteurs socioéconomiques et culturels du remboursement des crédits en milieu rural.

1.3.2 Raisons objectives

La recherche en sciences sociales et humaines en générale et en particulier en sociologie ou en anthropologie nécessite une démarche méthodologique rigoureuse bien élaborée par le chercheur. Il ne s'agit donc pas pour un sociologue ou un anthropologue d'observer un objet dans une perspective positiviste ou constructiviste pour ainsi prétendre l'étudier. En plus de ces premiers efforts de son positionnement méthodologique assortis des exigences scientifiques, le chercheur se doit de s'appliquer et de se mouler davantage dans les paradigmes découverts par lui-même grâce à la littérature scientifique ou à lui enseigner au cours de ses parcours académiques. Ce serait une meilleure façon pour lui d'internaliser ses savoirs théoriques et de les joindre à la pratique. Nous sommes dans un processus de construction du savoir, du savoir-faire et du savoir-être L'auditeur en master recherche comme tout apprenant est dans une dynamique d'apprentissage visant à acquérir des savoir-faire, savoir-être en science. Cette recherche a une double importance : Pratique et théorique. Sur le plan théorique, elle contribuera à améliorer la littérature relative aux pratiques concourant au remboursement ou non des crédits en général et ceux agricoles en particulier. L'importance pratique de cette recherche permettra au

ProFinA de conseiller efficacement les systèmes financiers décentralisés (SFD) partenaires et ceux désirant s'investir dans le secteur agricole étant donné qu'il s'agit d'une recherche action.

1.4 Justification du choix du cadre de la recherche

Tous les départements du centre et du nord font partie intégrante des localités prises en compte par le projet ProFinA. Il s'agit notamment des départements du Zou, des Collines, de l'Atacora, de la Donga, du Borgou et de l'Alibori. Et pour répondre aux exigences linguistiques, nous avons recruté plusieurs enquêteurs pour la collecte des données.

L'une des caractéristiques des recherches en sciences sociale et humaine (sociologie ou l'anthropologie) est l'espace. Un chercheur ne pourrait prétendre se réclamer d'un terrain de recherche s'il n'y a pas passé une durée relativement longue (Togbé, 2013). Du point de vue émique, pour rendre compte fidèlement des propos des groupes sociaux enquêtés sans travestir leurs pensées, il importe de connaître la ou les langues qu'ils ou elles parlent. La connaissance de la langue de terrain a une influence inéluctable sur la qualité de la transcription des données fournies par les acteurs sociaux enquêtés. Le chercheur, appartenant à l'espace de recherche, a une connaissance relative de la plupart des langues parlées par les communautés. Cela constitue un atout non négligeable pour l'intégration aux différents groupes sociolinguistiques et à la minimisation des écueils (Togbé, 2013).

1.5 Délimitation thématique et la clarification conceptuelle

1.5.1 Délimitation thématique

Le sujet intitulé « Les SFD à l'épreuve des facteurs socioculturels : essai empirique pour une socio-anthropologie du financement agricole au Bénin » se trouve être transversal dans une approche interdisciplinaire. Il convoque l'Anthropologie culturelle qui a pour objet l'étude de l'homme et des sociétés humaines dans leur versant culturel. La représentation, les sens discursifs sont des questions centrales de ce travail. Le deuxième niveau du champ disciplinaire est la socio économie. Elle est un domaine de la sociologie qui cherche à comprendre et expliquer (par des outils de

la sociologie) les diverses formes d'économie, et qui cherche à coupler les intérêts économiques avec les relations sociales. Dans ce cadre, la présente production s'appuie beaucoup plus sur les données qualitatives que quantitatives.

Une fois cette étape franchie, il est important de procéder à une clarification conceptuelle.

1.6 Clarification conceptuelle

Cette étape traite des concepts sur lesquels repose la compréhension de l'esprit du présent travail. Par ailleurs, la première démarche du sociologue est de définir clairement ce dont il traite afin que l'on sache et qu'il sache de quoi il est question (Durkheim, 1968). De ce fait, quatre (04) concepts ont été clarifiés à savoir : facteurs socioculturels, religion, la capacité de remboursement, la caution solidaire.

1.6.1 Facteurs socioculturels

Les facteurs socioculturels regroupent l'ensemble formé du modèle culturel, des observances et des pratiques propres à un groupe identitaire. Ils s'expriment par le biais du modèle culturel qui se définit comme l'ensemble des caractéristiques et des conditions qui déterminent et modulent à des degrés divers, les normes et les valeurs propres au groupe socioculturel. « *Le système socioculturel engendre les modèles culturels. Ceux-ci sont faits de normes, d'images, d'habitudes, d'idées, de nécessités, de pratiques quotidiennes, etc. à propos du risque et procure à l'individu des cadres de pensée et de pratiques qui sont reconnus et valorisés socialement* » (Rwenge, 1999 :29). L'ethnie et la religion peuvent être considérées comme les deux grandes composantes du modèle culturel (Zan, 2007).

1.6.2 Religion

Une des définitions de ce concept est évolutive et prend en compte la dynamique de la société qui la conçoit. La religion définit les croyances à l'égard des réalités humaines, des formes qu'elles prennent, les rites, les cultes et les pratiques (A. Birou, 1966). Elle est également définie comme sacralisation d'une règle, d'une coutume, d'un sentiment, un système individuel de sentiments, de croyances et de

règles d'actions habituelles ayant Dieu pour référence. Elle est aussi Institution sociale caractérisée par l'existence d'une communauté.

Ainsi, la religion consiste à une croyance en un Être, une sociabilité communautaire, une socialisation intergénérationnelle visant à la transmission de codes, de valeurs dans un espace collectif. C'est alors un dispositif de sens, un cadre éthique et normatif déterminant l'action des individus et des communautés. E. Durkheim (1968 : 61) définit la religion comme « *un système solidaire de croyances et de pratiques relatives à des choses sacrées, c'est-à-dire séparées, interdites, croyances et pratiques qui unissent en une même communauté morale, appelée église, tous ceux qui y adhèrent* ». Le mot religion amène l'idée humaine sur Dieu ou sur les êtres surnaturels. De ce point de vue, selon Hessel et Morin (2011 :22), de la religion se dégage d'une part l'aspect social (la prière, la foi, ...) et d'autre part l'aspect mystique (rites, liturgies, pèlerinages, cohésion communautaire,...). Pour Vallet (2012 :11), la religion s'exprime plus par les rites que par la foi : « *La liturgie importe plus que la théologie* ». De tout ce qui précède, la religion est plus qu'un système d'institutions, un système de croyances et de sentiments qui structure la vie des individus et surtout la cohésion sociale.

La religion n'est pas uniquement définie par les choses sacrées ni les systèmes qui l'encadrent mais aussi par les acteurs qui l'animent. C'est aussi un groupe social nourri de croyances et de pratiques à travers lesquelles les fidèles entrent en communication avec Dieu (communication verticale). La religion est définie par ses fonctions sociales qu'elle remplit et non par son contenu. Elle joue un rôle collectif et communautaire dans le temps et dans l'espace.

La religion est comme une aspiration de l'homme vers un Être suprême ou des forces supérieures. Elle est le simple sentiment de dépendance à leur égard afin de trouver une explication de son être au monde et un sens à son existence dans le temps et dans l'espace.

1.6.3 La capacité de remboursement

La capacité de remboursement est définie par le montant d'argent que l'entreprise peut consacrer par an au remboursement de ses emprunts incluant le capital et les intérêts. C'est une mesure prévisionnelle pour voir si l'entreprise pourra générer suffisamment de revenus (y compris les revenus générés par le nouveau projet) pour rencontrer ses obligations vis-à-vis des prêteurs (obligations sur les anciens emprunts et obligations sur le nouvel emprunt nécessaire au financement du projet), (Levallois et Perrier 1982). La plupart du temps, dans l'évaluation du crédit, les auteurs utilisent des indicateurs pour estimer la capacité de remboursement. Par exemple. Dans le cas d'un crédit individuel, elle est exprimée par le ratio entre le revenu net et l'exigible financier du client (Oltmans,1994). Pour Turvey et Brown (1990), la capacité de remboursement est estimée par le ratio de couverture des intérêts qui exprime le ratio entre le rendement des actifs et les intérêts exigibles ou par celui du revenu extra agricole du client et le revenu total net avant paiement des intérêts.

Dans la présente recherche, la capacité de remboursement est estimée à partir de l'analyse du processus décisionnel qui conduit au remboursement du crédit. Théoriquement, la capacité de remboursement d'un groupe qui décide de solliciter un prêt auprès de la banque peut être évaluée en deux temps :

- la première étape intervient au début du processus, lorsque le groupe s'apprête à introduire un dossier de demande de crédit sur la base des besoins exprimés par chaque adhérent. A ce stade, la capacité de remboursement est déterminée par le profit espéré attendu de la valorisation de l'output. La décision d'emprunter est prise sous l'hypothèse de la maximisation de ce profit espéré étant donné que le prix anticipé de l'output, le rendement espéré et le coût des intrants sont connus. Cette maximisation serait faite sous la contrainte de la taille des prêts puisque la banque n'est pas tenue de satisfaire entièrement l'ensemble des besoins en financement du groupe. Elle peut ajuster la taille des prêts en fonction de certains critères de solvabilité, de conditions techniques et de fiabilité des informations reçues sur l'exploitation agricole. Un groupe qui reçoit un montant en deçà de ce qu'il a sollicité peut s'attendre à une baisse de performances.

- La deuxième étape intervient à l'issue de la campagne agricole, quand les rendements réels et, le prix de l'output sont connus. La capacité de remboursement fait intervenir le profit tangible obtenu après l'utilisation du prêt. De l'importance de ce profit découle la décision de rembourser le prêt. Cette fois-ci, elle est soumise à une contrainte temporelle puisque le non-respect des échéances est sanctionné par des pénalités de retard ou par la suspension du prochain crédit pour l'ensemble du groupe.

1.6.4 La caution solidaire

La caution solidaire se réfère à des prêts accordés au groupe ou à des individus d'un groupe qui s'engagent solidairement à rembourser le crédit. Dans certains cas, l'institution accorde le prêt au groupe qui se charge de répartir le montant entre ses membres. Le groupe a l'obligation de rembourser la totalité du prêt et chaque membre est supposé faire la même chose pour la part qui lui est accordée. Par ce processus, les membres du groupe sont conjointement et individuellement responsables les uns des autres pour le remboursement du crédit, (Klein et Meyer 1998). Dans la pratique. Pour mettre en application cette forme de clause entre les membres d'un groupe et entre les groupes et l'institution, cette dernière conditionne le futur prêt au remboursement intégral du précédent. En d'autres termes, si l'un des membres du groupe est défaillant, les autres sont pénalisés puisque le groupe ne pourra plus accéder au crédit (Stiglitz, 2012).

1.7 Revue de littérature

La littérature sur le comportement dans les remboursements de prêts et les facteurs socio-économiques ainsi que culturels, a été très féconde. En réalité plusieurs auteurs se sont intéressés à cette problématique. La synthèse de la revue documentaire, amène à classer les prises de positions issues des résultats de travaux de recherches suivant le rôle et les limites de la caution solidaire dans les performances de remboursement, le genre et la performance dans le remboursement et l'influence du désencastrement entre institutions financières et activités économique sur les performances de remboursement.

1.7.1 Rôle et limites de la caution solidaire dans les performances de remboursement

A ce niveau, l'intérêt a été porté sur les travaux consacrés aux prêts de groupe à caution solidaire. Lesquels travaux concernent l'évaluation des services de crédit en général, et en particulier sur les facteurs affectant le remboursement des prêts de groupe. Les travaux de Stiglitz (2012) relatifs au modèle de "contrôle par les pairs" constituent une référence importante dans ce qu'on peut appeler les facteurs de succès de la Grameen Bank qui est parvenue à enregistrer des taux de remboursement et d'épargne satisfaisants. Il part de l'idée que dans le cas des prêts de groupe, l'interdépendance entre les membres est spécifiquement créée. Cela implique que chaque membre supporte un risque dans le groupe qu'il n'aurait pas à supporter s'il était seul. Ce risque découle principalement de deux comportements liés à la caution solidaire.

D'abord, sachant qu'il peut compter sur les autres et puisque le risque de non-remboursement est partagé par les partenaires, un membre peut choisir un projet plus risqué que s'il agissait seul.

Ensuite, l'incitation à rembourser le crédit peut disparaître si un membre s'attend à ce que les autres soient défaillants (Zeller 1996). Pour éviter de tels comportements, il est donc raisonnable que s'instaure au sein du groupe une stratégie de contrôle réciproque entre adhérents. Cependant, le problème analytique que cela pose est de savoir si

l'instauration d'un système de suivi au sein des groupes valait le coût de l'augmentation de l'interdépendance entre les membres. Par analogie à la théorie des jeux dont l'objet est de déterminer l'équilibre de Nash appliqué au remboursement du crédit, le modèle réduit à deux personnes permet à Stiglitz d'affirmer que le succès de la Grame en Bank et des institutions similaires est largement attribuable au système de contrôle par les pairs. Ce système donne au groupe un avantage comparatif par rapport à la banque sur les informations relatives aux efforts de valorisation de la part du prêt reçu par ses membres.

Chaque membre du groupe connaît la façon dont le prêt est utilisé par son partenaire. Si un ou plusieurs membres sont prédisposés à la défaillance, les autres le savent et sont prêts à le subventionner. Plus la capacité de remboursement des membres solvables est importante, plus ils seront à même de suppléer les défaillances des autres. Si tous les membres ont les mêmes difficultés, la subvention devient improbable. Pour contourner cette éventualité, des dispositions prudentielles sont à prendre sur la taille des groupes et la manière dont les membres sont sélectionnés. Pour la taille des groupes, le risque de défaillance d'un membre se voit amplifié dans les groupes de petite taille. Cependant, une petite taille incite et facilite l'exercice du contrôle par les pairs parce que le gain découlant de ce contrôle est plus important que le risque de défaillance d'un membre. *Lorsque le groupe est de grande taille, l'application du contrôle par les pairs est plus difficile.* Le coût résultant de la défaillance d'un membre est minime pour inciter à un contrôle par les pairs. De plus, chacun voudra que les autres dépensent beaucoup plus d'énergie pour assurer le contrôle et subir les désagréments découlant de la mauvaise utilisation des fonds.

Pour la sélection des membres, lorsque l'institution n'intervient pas dans la formation du groupe, l'engagement de chaque membre de la communauté dans une association à caution solidaire est déterminé par son niveau de risque et par celui des autres. Le regroupement pourrait se faire suivant un processus à plusieurs étapes. D'abord les individus les plus risqués vont chercher à se regrouper avec les individus les moins risqués dans l'espoir que leur défaillance soit comblée par leurs partenaires. D'après Zeller (1996), la raison en est que les individus ont généralement tendance à exploiter le risque économique en cherchant à se regrouper avec d'autres dont les revenus sont

négativement corrélés avec les leurs. Par ailleurs, puisque la sélection se fait selon les caractéristiques des membres, les plus crédibles n'éprouvent aucune gêne à signaler leur bonne capacité d'endettement (Werner ,1995).

Ensuite, la sélection adéquate interviendra lorsque les individus les moins risqués de la communauté reconnaîtront qu'ils ont intérêt à se regrouper ensemble dans des circonstances de prêts conditionnés par la caution solidaire.

Enfin, les membres les plus risqués qui trouvent très coûteux de signaler leur faible capacité d'endettement vont s'exclure des groupes et seront forcés de se regrouper ensemble. Ils seront soit privés de crédit ou se contenteront de prêts à des taux d'intérêt plus élevés que ce qui est communément appliqué aux autres groupes.

Ainsi, si les groupes sont relativement de petite taille et si les membres cohabitent, il est possible de détecter à moindre coût les tentatives de détournement des fonds et d'évaluer les efforts mutuels pour assurer le succès des projets. Ils peuvent développer une forte incitation à rembourser le crédit par le système de contrôle des pairs en raison des caractéristiques similaires de risque du groupe (Stiglitz 1990, Werner, 1995). Cette homogénéité réduit le coût du contrôle puisque les membres sont engagés dans des activités similaires (Dereveux et Fisher 1993). Ces avantages disparaissent si le groupe est de grande taille et les membres trop dispersés.

S'intéressant toujours aux performances de la Grameen Bank, Besley et Coate (1995) ont essayé de comprendre l'impact de la caution solidaire sur la décision des membres de rembourser le crédit. Ils confirment l'importance de la capacité de remboursement mais font l'hypothèse que les performances sont plutôt attribuables à la volonté des membres du groupe. C'est ce facteur qui importe une fois que le projet est réalisé.

En revanche, les résultats de l'étude qualitative et descriptive menée par Jain (1996) sur les raisons du succès de la Grameen Bank diffèrent considérablement des principales conclusions précédentes. En lieu et place de la caution solidaire, Jain attribue plutôt ce succès aux facteurs organisationnels relatifs au service de crédit de l'institution. Cette organisation s'est traduite par des performances appréciables que les agents de terrain ont obtenues grâce à la supervision et aux vérifications fréquentes auprès des groupes cibles. Ils sont aidés en cela par une banque qui a réussi à

développer une stratégie de gestion décentralisée des problèmes qui se posent à leur niveau. Cette stratégie est combinée à une bonne politique de communication, de formation/recyclage et de motivation qui s'est révélée efficace dans le maintien de la cohésion et du dynamisme au sein des agents. Ce qui a consolidé leur bonne image, augmenté leur fierté et leur moral, crée une ambiance de travail dans un environnement où chacun se sent protégé des interférences indésirables avec le milieu extérieur.

De même, les résultats de Diagne (1997) contrastent aussi avec ce qui est communément admis par plusieurs chercheurs qui attribuent le succès de la Grameen bank à l'application de la caution solidaire. Comme l'ont déjà signalé Besley et Coate (1990), Diagne admet que le remboursement du crédit est beaucoup plus un problème de volonté que de capacité de remboursement. Un emprunteur peut avoir une mauvaise volonté à payer même s'il a la capacité de rembourser le crédit.

En 2002, Albert HONLONKOU dans « Genre et performance de remboursement dans les SFD », a soupçonné, la féminisation de la clientèle des institutions de micro finance comme un déterminant de la baisse des taux d'impayés.

1.7.2 Influence du désencastrement entre institutions financières et activités économiques sur les performances de remboursement

Polanyi (1977) utilise le terme « désencastrement » en opposition à l'« encastrement » pour désigner une transformation subie par la société libérale. Il fait noter de façon historique, il s'effectue un désencastrement ou une autonomisation relative de l'économie, à la différence de toutes les sociétés antérieures où celle-ci était encadrée dans une société et où les activités et les motivations économiques étaient imbriquées dans les pratiques et finalités sociales, de parenté, politique et religieuse. Sabo (2010) a montré que le taux de remboursement varie en fonction du milieu, qu'il soit urbain ou rural. Cela peut être justifié par l'usage des mécanismes incitatifs dynamiques dans la mesure où le service non financier développé en milieu rural avec l'appui des partenaires renforce la cohésion sociale et réduit le risque de non remboursement. Il a fait remarquer que les groupements acquièrent une certaine expérience avec le temps ce qui influence négativement le taux de remboursement car

il y a le non craint de comparution, les limites juridictionnelles, sociales et la non motivation des chargés de prêt. Ces limites constituent une entrave majeure au bon remboursement de crédit et nécessite un processus d'actualisation et d'innovation des incitants. Par conséquent, les IMF se doivent de mettre en place de nouveaux mécanismes incitatifs afin de réduire l'asymétrie informationnelle.

Dans le même registre, Aclassato (2010) a beaucoup insisté sur la non maîtrise des risques encourus dans l'activité financée, une croissance non maîtrisée des activités menées, une mise à disposition d'informations incomplètes ou insuffisantes permettant d'apprécier le niveau de risque, le détournement du crédit de son objet, et l'insuffisante sensibilisation aux produits d'épargne comme des facteurs importants liés à la clientèle des SFD dans l'explication des performances de remboursement au Bénin.

Parlant du monde agricole, plusieurs logiques cohabitent. Olivier de sardan (1995 :125) dira à son tour qu'autour d'un dispositif de développement quelconque se confrontent de multiples logiques et stratégies, du côté des agents du dispositif comme du côté des populations dites « cibles ». Pour cet auteur, le jeu « normal » des services techniques de l'Etat, la circulation des conseillers agricoles...l'existence d'une animation rurale...sont autant d'exemples de dispositifs d'interventions distincts de la forme aujourd'hui classique du « projet » et qui constituent cependant des dispositifs de développement. Et ceci étant, quelque soit le type de dispositif ou le mode d'intervention ou « d'assistance », une action de développement est toujours l'occasion d'une interaction entre les acteurs sociaux relevant de mondes différents (du type développeurs/développés) dont les comportements sont sous-tendus par des logiques multiples. Dans tous les cas, les acteurs sociaux concernés ont, face aux ressources, opportunités et contraintes que constituent un dispositif (ici appréhendé sous la forme d'une « organisation-projet » et ses interactions avec son environnement, des comportements variés, contrastés, parfois contradictoires qui renvoient non seulement à des options individuelles mais aussi à des intérêts différents, à des normes d'évaluation différentes, à des positions « objectives » différentes. Quelle est alors la méthodologie adoptée dans le cadre ce travail ?

Chapitre II : Considérations méthodologiques de la recherche.

2.1 Nature de la recherche

Cette recherche est à la fois qualitative et quantitative ; car, les faits relevant du phénomène de non remboursement sont d'abord quantifiables à partir des indicateurs d'appréciation mis au point par les SFD avant d'être observables. Le caractère quantitatif permet également l'analyse de criticité du risque par département. Cette recherche est qualitative lorsque l'on commence l'explication de la question de non remboursement des crédits par les comportements des acteurs et les facteurs socioculturels. Ces faits ne sont observables que par des faits empiriques relevant du domaine de sens dans une posture de chercheur. Toutefois, le caractère qualitatif est beaucoup perceptible dans le cadre de cette recherche. Ainsi, il s'agit de mettre en œuvre des techniques et outils adéquats pour collecter les informations empiriques. Dans ce cas, les techniques de collecte des données qui sont choisies pour être utilisées sont : l'étude documentaire, l'entretien et le questionnaire. Mais avant, présentons le cadre de la recherche.

2.2 Cadre de la recherche

Le cadre de la recherche couvre « la géographie des systèmes financiers décentralisés » partenaires de la GIZ/ProFinA. Il s'agit de sept SFD répartis et exerçant dans ces différents départements du zou-collines, Atacora-Donga et Borgou-Alibori à raison de quatre communes par département. Cet ensemble a été choisi en fonction des spécificités notamment les caractéristiques de la portée du portefeuille de crédit agricole et dans le but de faciliter l'analyse de la criticité du risque des crédits par département. Ces différents départements constituent le grenier et le pôle agricole du pays.

2.3 Techniques et outils de collecte de données

Compte tenu de la nature de la recherche, l'étude documentaire, l'entretien et le questionnaire sont les techniques d'investigations utilisées.

2.3.1 L'étude documentaire

Dans un premier temps, la recherche documentaire a servi à identifier les textes (règlements, lois, décrets et arrêtés) qui régissent le fonctionnement des systèmes financiers décentralisés au Bénin et les dispositions prises par les institutions partenaires des SFD. Dans un second temps, la recherche et l'analyse des documents scientifiques sont effectuées sur le thème et les thématiques qu'il aborde. Ce travail a été fait à l'aide d'une matrice d'analyse documentaire. A cet effet, les centres de documentation parcourus et les types d'informations recueillies sont inscrits dans le tableau suivant :

Tableau I: Centres de documentation parcourus et types d'informations recueillies

N° d'ordre	Centres de documentation	Nature des documents consultés	Informations obtenues
1	Salle de documentation de GIZ/ProFinA et FinAGro	Documents spécifiques	Le microcrédit : entre shopping institutionnel et ciblage des plus pauvres ; Consortium Alafia
2	Centre de documentation du Laboratoire d'Analyse et de Recherche : Religion, Espace et Développement (LARRED)	Thèses, documents et rapports d'activités de recherche ; - Documents méthodologiques	Vocabulaire pratique des sciences sociales ; Les méthodes de recherche en sciences sociales ; Innovations sociales et renaissances de l'Afrique noire,
3	www.cairn.info www.revues.org www.memoiresonline.com	-Documents généraux et sociologiques -Mémoires et thèses	Généralité sur le financement agricole au Bénin et le fonctionnement des SFD

Source : *Données de recherche, 2018-2019*

Ces différents centres ont permis de collecter assez d'informations et ont favorisé une orientation plus claire de la recherche. Ainsi, le questionnaire et l'entretien sont utilisés de façon complémentaire pour collecter des données empiriques.

2.3.2 Entretien

L'entretien est une technique de recherche qui permet d'aller plus en profondeur des informations en vue de rendre compte du "point de vue" de l'acteur. Il

amène le chercheur à « ... *produire des données discursives donnant accès aux représentations émiques ... , autochtones, indigènes, locales ...* » (J-P Olivier de Sardan, 1985). L'outil qui a permis de recueillir les informations est le guide d'entretien. Les entretiens semi-dirigés sont utilisés ici parce qu'ils favorisent l'interaction directe, le face-à-face de l'interlocuteur et du chercheur. Ils sont privilégiés afin d'apporter une certaine profondeur à l'information obtenue. De ce point, les agents des SFD notamment les gérants, les caissiers, les agents de crédits ainsi que les autorités politico administratives et religieuses sont pris en compte par l'entretien individuel.

2.3.3 Le questionnaire

Le questionnaire en tant qu'outil et technique est également utilisé surtout pour collecter des données auprès des acteurs emprunteurs.

Le tableau ci-dessous présente le récapitulatif des techniques et des outils de collecte des données associés aux groupes cibles.

Tableau II: Techniques et outils de collecte de données avec des cibles correspondantes

Techniques	Outils	Groupes cibles
Recherche documentaire	Fiche de lecture	-
Entretien	Guide d'entretien	Agent des SFD (le caissier, le gérant, l'agent de crédit ...) ; Chefs religieux ou coutumier Autorités administratives
Questionnaire	questionnaire	Les clients des SFD (Les emprunteurs, les déposants...)

Source : données de terrain, février 2018

Le tableau est le résumé du travail effectué sur les techniques et outils de collecte des données en lien avec les groupes cibles définis à cet effet. Il a donc permis d'identifier en amont les groupes cibles et de tester les outils en fonction de ceux-ci.

2.4 Groupes cibles et échantillonnage

Deux points sont abordés dans cette partie à savoir : échantillonnage et le groupe cible.

La technique de choix raisonné est utilisée dans le cadre du travail pour le choix des départements, des communes et des arrondissements. Ainsi, au niveau de chaque département quatre communes ont été prises en compte. Cet ensemble a été choisi en fonction des spécificités notamment les caractéristiques de la portée du portefeuille de crédit agricole.

En raison de l'approche qualitative, le choix raisonné a été utilisé pour l'identification de certains acteurs tels que les autorités locales et religieuses concernés par notre recherche. Cette technique d'échantillonnage rassure sur la conformité entre les acteurs enquêtés et les modalités d'éligibilité.

Au total (672) informateurs ont été prévus à être interrogés représentant ainsi les différentes cibles échantillonnées. En effet, ces départements font partie des zones cibles d'intervention du Projet ProFinA de la GIZ. Ainsi donc, toutes les cibles enquêtées proviennent de cette zone. Au niveau des différents acteurs bénéficiaires approchés dans le cadre de la recherche, les échantillons ont été constitués de façon aléatoire. Ces échantillons portent potentiellement les ressemblances nécessaires en termes de caractéristiques relatives au phénomène de comportements dans le remboursement étudié de l'ensemble des acteurs de la zone d'intervention du Projet. Les institutions ayant participé à la constitution des échantillons de clients et de personnels opérationnels de l'étude sont : RENACA, SIAN'SON, PEBCo, UNACREP, ALIDE, PADME, ACFB, CEMEC, SOUKIANNA, CPEC et FECECAM. Pour la plupart, elles sont partenaires de la GIZ dans le cadre de la mise en œuvre du projet ProFinA. Il faut noter que SOUKIANNA et CEMEC ne sont pas des SFD agréés ; cependant, ils opèrent dans la zone de l'étude. Le tableau ci-dessous présente le récapitulatif de l'échantillonnage.

Tableau III: Récapitulatif des groupes cibles et échantillonnage

Catégorie	Prévu	Réalisé	Taux	Observations
Clients ou bénéficiaires	448	336	75%	-
Personnel opérationnel des SFD	128	57	44,53%	-
Autorités locales ou religieuses	96	106	110,42%	Dont 82,08% de responsables religieux
Global	672	499	74,26%	

Source : données de terrain, 2018

2.2.1 Critères d'inclusion des acteurs

Les critères d'inclusion pour les clients ou bénéficiaires sont : avoir un portefeuille à jour ou non au sein d'un SFD. Les autorités religieuses ou locales sont choisies en fonction des rôles qu'ils jouent directement ou non en matière d'accompagnement dans l'installation, l'exercice et le fonctionnement des SFD. Dans cette même dynamique, l'ensemble du personnel opérationnel des SFD a été retenu. Cependant, le nombre d'années passées par le personnel des SFD (au moins 06 mois dans un SFD partenaire) est déterminant pour leur participation à la recherche.

2.3 Dépouillement et analyse des données

2.3.1 Méthodes spécifiques de traitement et d'analyse des données

Les logiciels CSPRO, SPSS, Excel et STATA11 ont servi de supports pour le traitement et l'analyse des données collectées.

2.3.2 Approche compréhensive et l'individualisme méthodologique comme modèles d'analyse

L'individualisme méthodologique et l'approche compréhensive ont servi de modèles d'analyse pour expliquer le phénomène de non remboursement des crédits agricoles.

En effet, l'individualisme méthodologique repose sur deux axiomes fondamentaux. Dans un premier temps, Boudon affirme qu'on ne peut expliquer les phénomènes

sociaux qu'à la condition de partir des individus, de leurs motivations et de leurs actions. Ainsi, le sociologue doit d'abord étudier les actions individuelles qui constituent l'élément de base du social et montrer comment ces actions ont donné naissance à un phénomène social. Dans un second temps Boudon souligne que les individus sont rationnels dans leurs comportements par qu'une action est rationnelle pour peu qu'elle soit orientée par un intérêt. Il souligne que les individus agissent en fonction de l'environnement économique, institutionnel et historique.

L'approche compréhensive stipule selon R. Boudon (1979 : 26) que la société évolue dans une perspective utilitaire qui est telle que chaque individu raisonne de son côté et conjugue, le cas échéant, son action à celle des autres sans qu'il n'y ait eu concertation, ni influence sociale quelconque. De ce point de vue, il considère l'action humaine comme « *l'addition des influences individuelles infinitésimales* ». Il s'ensuit que les faits sociaux ne sont interprétables qu'à parti d'éléments strictement individuels. Ils ne sont assimilables à aucune force contraignante que la seule volonté de l'individu d'atteindre un objectif dicté par des mobiles utilitaires. Ainsi, l'émergence de courants ou de flux sociaux font respectivement leur calcul (Garba, 2016).

Pour expliquer et comprendre les faits et les évolutions du social, il part de ce qu'il suppose que les individus, isolément, veulent et pensent. Dans cette conception, la « totalité » du social est la résultante de ses parties, elle se compose de l'agrégation d'une pluralité d'actions individuelles. Celles-ci résultent de la rencontre entre les représentations et motivations des « acteurs » sociaux d'un côté et d'un autre côté les conditions extérieures qu'ils vivent, conditions qui ne prennent une signification (comme but, moyen, obstacle, etc.) que par ces représentations et motivations qui possèdent donc une certaine autonomie face aux forces matérielles du monde physique et social. Par ces deux approches, on comprend comment la mise en commun de comportements individuels dictés par des perceptions, des représentations sociales, des croyances, les pratiques sociales sont liées étroitement pour faire émerger un phénomène socialement observable.

2.4 Chronogramme des activités

Le processus de rédaction du présent travail de recherche s'est essentiellement déroulé en trois (8) étapes comprenant au moins une activité. Le tableau suivant présente les étapes de la recherche ;

Tableau IV: Chronogramme des activités

Etape	Activités	Période
Etapes préliminaires à la recherche	Production de la première version du protocole	Février à Avril 2018
	Correction et version finale du protocole de recherche	
	Définition de la méthodologie de travail	
	Conception des outils de collecte de données, Définitions de l'échantillon	
	Formation des enquêteurs pour la phase de collecte de données	
	Test des outils de collecte	
Enquête de terrain et Rédaction	Collecte de données	Aout 2018 à Octobre 2019
	Dépouillement et apurement des données et traitement	
	Rédaction	
	Correction et relecture	
Total		Neuf mois

Source ; données de terrain, 2018

DEUXIEME PARTIE

**Quand la perception sociale de la notion de crédit
et les déterminants socioculturels influencent les
remboursements de crédits en milieu rural.**

Chapitre III : Quand la perception sociale de la notion de « crédit » et les activités des emprunteurs influencent les remboursements.

Ce chapitre est consacré à la description de la perception sociale de la notion de crédit et l'influence des activités génératrices de revenus sur les remboursements de crédits.

3.1 Présentation de la spécification des variables de la recherche

Le tableau n°5 ci-dessous présente le dictionnaire des variables utilisées dans le cadre de l'analyse des déterminants socio-économiques et culturels du comportement dans le remboursement des prêts en milieu rural.

Tableau V: Dictionnaire des variables de la recherche

CODES VARIABLES	SIGLES	LIBELLES	TYPES
V1	INST	Institution de micro finance	Nominal
V2	DEPA	Département	Nominal
V3	COMM	Commune	Nominal
V4	TYPE	Type de milieu	Nominal
V5	SITU	Situation matrimoniale	Nominal
V6	SEXE	Sexe	Nominal
V7	NOMB	Nombre d'enfants à charge	Continu
V8	SECT	Secteur d'activité	Nominal
V9	AGE	Age	Nominal
V10	ETHN	Ethnie	Nominal
V11	NIVE	Niveau d'instruction	Nominal
V12	1-a-	1-a- Etes-vous membre d'un groupement	Nominal
V13	1-b-	1-b- Quelle est votre situation (ou cell	Nominal
V14	A_CO	2-a- Combien de fois avez-vous déjà pris	Continu
V15	B_PO	2-b- Pour le remboursement en cours, com	Continu
V16	C_PO	2-c- Pour le crédit précédent, combien d	Continu
V17	D_PO	2-d- Pour le crédit sur passé, combien	Continu
V18	D_QU	3-d- Quelle est la valeur du taux de rem	Continu
V19	1-a-	1-a- Quelle religion pratiquée vous prin	Nominal
V23	Aspe	Aspects de la religion influençant posit	Nominal
V28	Aspe	Aspects de la religion influençant négat	Nominal
V31	Prat	Pratiques coutumières	Nominal
V32	Mani	Manifestation de la conséquence sur le r	Nominal
V41	a- L	a- Les rites initiatiques (initiations,	Nominal
V43	Mani	Manifestation de la conséquence sur le r	Nominal
V44	b-Le	b- Les rites funéraires	Nominal
V45	Mani	Manifestation de la conséquence sur le r	Nominal
V50	c-Le	c- Les formes de cérémonies sacrificielle	Nominal
V51	Mani	Manifestation de la conséquence sur le r	Nominal
V56	Autr	Autres rites ou rituels (à préciser)	Nominal
V57	Mani	Manifestation de la conséquence sur le r	Nominal
V58	Autr	Autres rites ou rituels (à préciser)	Nominal
V59	Mani	Manifestation de la conséquence sur le r	Nominal
V62	Form	Formes de mariage pratiquées	Nominal
V63	Cons	Conséquences sur le remboursement du cré	Nominal
V70	Form	Formes de veuvage pratiquées	Nominal
V71	DURE	Durée veuvage	Nominal
V79	a- Q	a- Quelles sont les ethnies qui existent	Nominal
V80	Cara	Caractéristiques particulières par rappo	Nominal
V81	JUST	Justification Caractéristique ethnique	Continu
V93	b-	b- Quelles sont les formes de solidarit	Nominal
V94	Infl	Influence sur le remboursement du crédit	Nominal
V95	JUST	Justification formes de solidarité	Continu
V105	Si v	Si vous êtes membre d'un groupement ou d	Nominal
V106	DESC	Description de l'influence sur le crédit	Continu
V112	2a-	2a- l'exode rural influence-t-il les rem	Nominal

CODES VARIABLES	SIGLES	LIBELLES	TYPES
V113	Caus	Causes de l'exode rural	Nominal
V114	Infl	Influence sur le remboursement du crédit	Nominal
V116	Dest	Destination (en général) des émigrants	Nominal
V117	Infl	Influence sur le remboursement du crédit	Nominal
V118	JUST	Justification influence	Continu
V121	3. a	3. a- Etes-vous dans un ménage polygamiq	Nominal
V122	b- C	b- Comment cela a-t-il influencé le remb	Nominal
V123	a- D	a- Dans votre ménage, quel poids représe	Nominal
V124	b- C	b- Cela a-t-il influencé significativeme	Nominal
V125	C_SI	c- Si oui, veuillez décrire comment cel	Continu
V126	a- D	a- Dans votre zone, est-ce que les femme	Nominal
V127	B_QU	b- Quels sont les rôles principalement	Continu
V128	c-	c- Comment ces deux aspects ont-ils rée	Nominal
V129	d-	d- Quand il y a un problème (un conflit	Nominal
V130	Deva	Devant les juridictionsde règlement de c	Nominal
V131	Si n	Si non, comment cela a-t-il influencé vo	Nominal
V132	A_QU	a- Quel est le montant de votre demande	Continu
V133	B_CO	b- Combien avez-vous reçu	Continu
V134	C_CO	c- Combien de crédit avez-vous en cours	Continu
V135	D_CO	d- Combien de retard avez-vous par rappo	Continu
V136	e- A	e- Avez-vous de crédit dans d'autresins	Nominal
V137	F_SI	f- Si oui, lesquelles	Continu
V138	g- E	g- Et quelle est la situation des autres	Nominal
V139	1. a	1. a- Quelles sont vos sources de revenu	Nominal
V148	b) A	b) A combien peut-on évaluer vos dépense	Nominal
V149	c) A	c) Arrivez-vous à épargner	Nominal
V150	COMB	Combien épargnez-vous par mois ?	Continu
V151	SI_N	Si non pourquoi	Continu
V152	Dest	Destination de vos revenus non consommés	Nominal
V154	1. a	1. a- Par à rapport à l'objet de votre demande,	Nominal
V155	A vo	A votre avis, quelles sont les causes de	Nominal
V160	REVE	Revenu moyen	Continu
V161	REVE	Revenu disponible	Continu
V162	TAUX	Taux de décaissement	Continu

Source : Données de terrain, CSpro 2018

Les différentes variables contenues dans le dictionnaire des variables de la recherche ont servi au traitement des données.

3.3 Caractérisation de l'échantillonnage

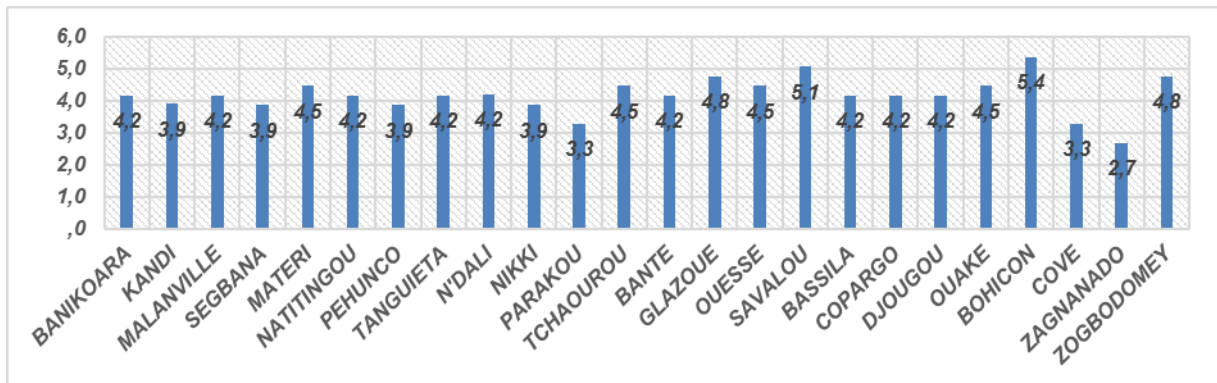
Il importe de préciser la caractérisation de l'échantillon des clients ou bénéficiaires suivant la répartition spatiale et le type de milieu, les institutions de microfinance fréquentées, leurs situations matrimoniales, le genre, l'ethnie, l'âge et l'affiliation à un groupement, leurs secteurs d'activités et leurs niveaux d'instruction, la religion pratiquée ainsi que leur situation par rapport aux crédits et les types de relations intra et interpersonnelles.

3.3.1 Répartition spatiale de l'échantillon

On note une quasi-équ participation des départements cibles de l'étude dans la constitution de l'échantillon. La tendance est pratiquement la même quand on

considère les communes, seulement qu'à ce niveau, il est à remarquer le faible poids relatif de la commune de Zanganado. Cette configuration n'a à priori aucune incidence négative sur les possibilités d'analyse, d'interprétation et de validité des résultats de la recherche. Le graphique ci-dessous illustre bien cette tendance.

Graphique 1: Repartition géographique de l'échantillon

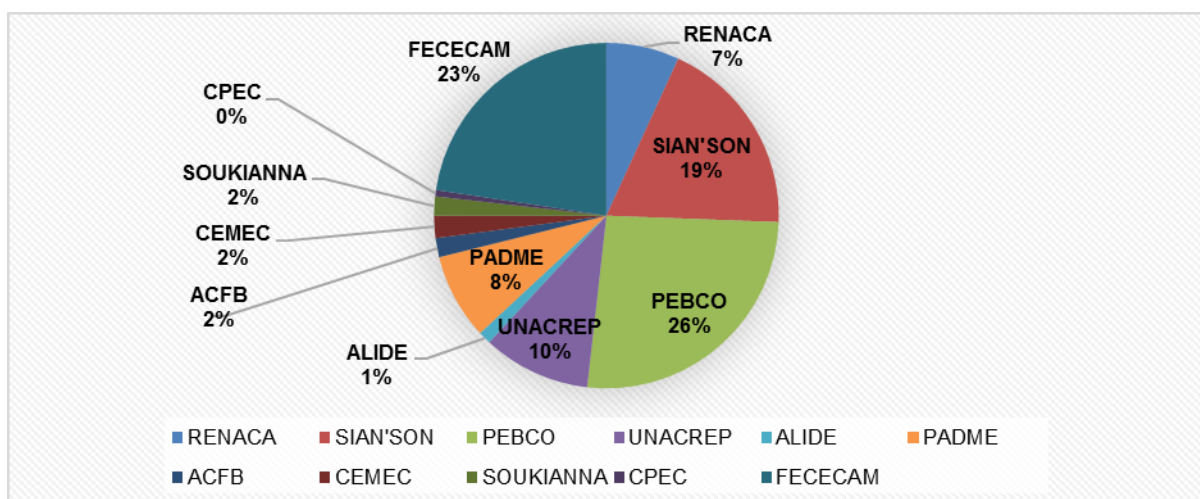


Source : données de terrain, 2018

Suivant le type de milieu, il est à noter que 53,6% des bénéficiaires interviewés proviennent du milieu rural et 46,4% d'entre eux, des milieux péri-urbain et urbain. Ici, l'allusion est faite aux milieux urbains ou péri-urbains parce que quand on parle de l'agriculture, on parle de chaîne de valeur agricole qui regroupe en son sein une multitude d'acteurs vivant en milieu rural comme en milieu urbain. Ils influencent fortement les remboursements.

3.3.2 Contribution des SFD à l'échantillon

Graphique 2: Contribution des SFD à l'échantillon



Source : données de terrain, 2018

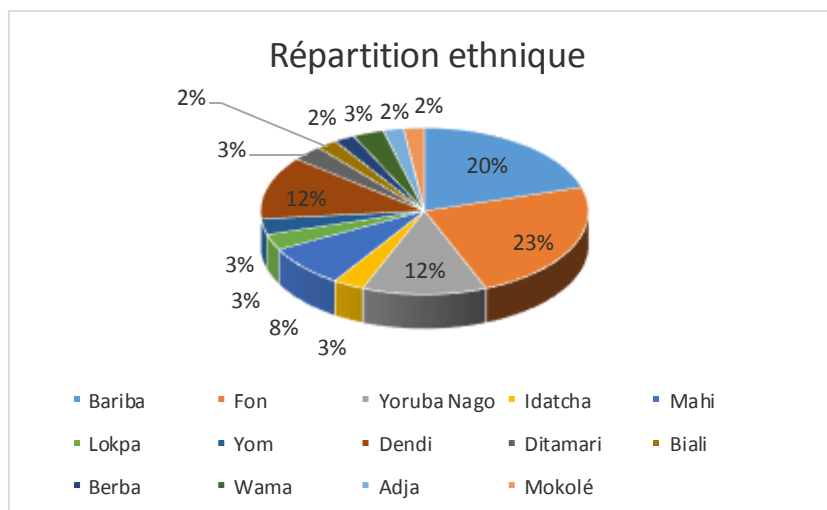
L'échantillon d'emprunteurs a été le principal de la recherche car il est plus centré sur les institutions de microfinance partenaires du projet ProFinA. Il s'agit par exemple de PEBCo-BETHESDA qui y représente 26%, la FECECAM (23%), SIAN'SON (19%), l'UNACREP (10%), PADME (8%) et RENACA (7%).

3.3.3 Répartition suivant le genre, l'âge, l'affiliation à un groupement l'ethnie et la situation matrimoniale.

Il faut préciser que 53% des enquêtés sont des hommes et 47% des femmes. L'âge moyen des interviewés est estimé à 36 ans révolus. 38,5% des bénéficiaires interviewés sont membres d'un groupement contre 61,5% qui ne le sont pas.

Suivant l'ethnie et la situation matrimoniale, la répartition de l'échantillon se présente comme suit :

Graphique 3: Poids des groupes socioculturels dans l'échantillon



Source : données de terrain, 2018

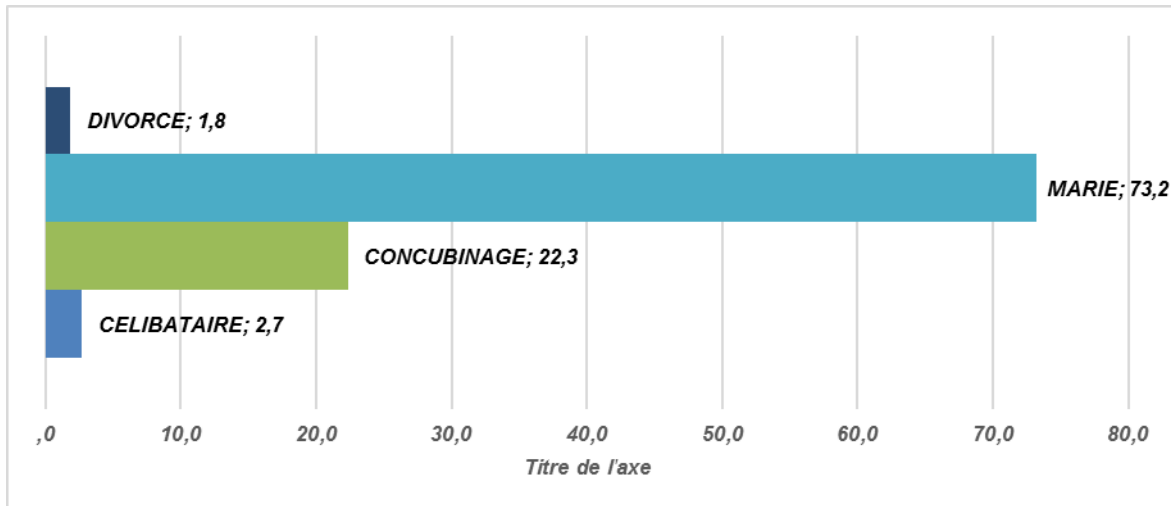
Ce graphique présente l'ensemble des groupes socioculturels rencontrés dans les départements cibles de la recherche. Les ethnies les plus représentatives sont les Fon (23%), les Baribas (20%).

En dehors de l'ethnie des acteurs, leur situation matrimoniale également a été prise en compte.

3.3.4 Situation matrimoniale des emprunteurs

Les résultats sont consignés dans le graphique ci-après :

Graphique 4: Ventilation de l'échantillon suivant la situation matrimoniale des emprunteurs



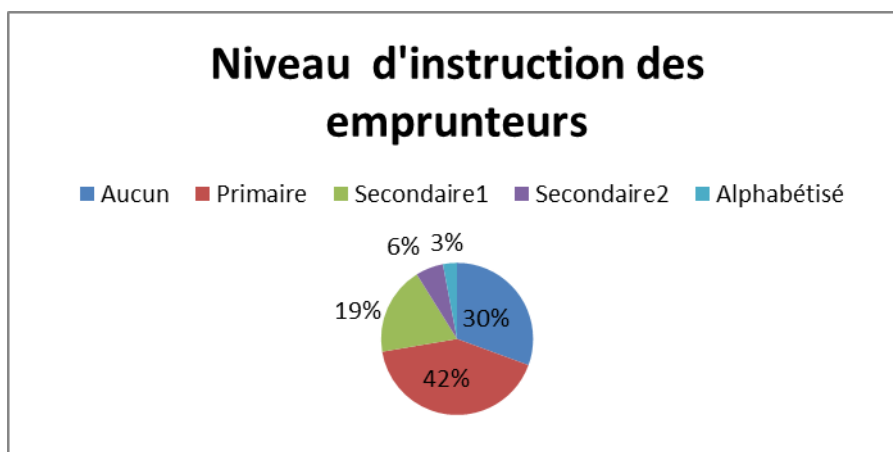
Source: données de terrain, 2018

Comme le montre le graphique ci-dessus, les emprunteurs rencontrés sont à 73,2 % mariés contre 22,3% qui sont en situation de concubinage, 2,7% qui sont célibataires et 1,8% en situation de divorce.

En dehors de la situation matrimoniale, le niveau d'instruction des emprunteurs a été pris en compte. Le graphique ci-après présente les résultats.

3.3.5 Niveau d'instruction des emprunteurs

Graphique 5: Niveau d'instruction des emprunteurs



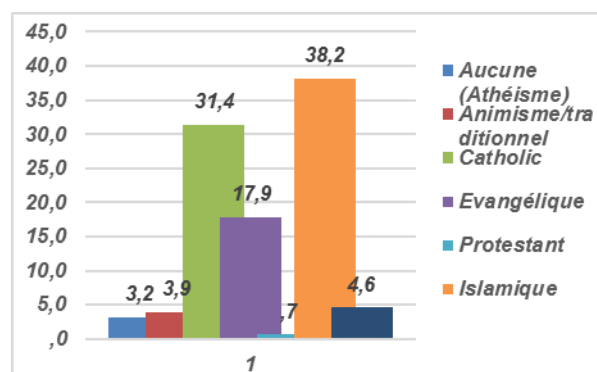
Source : données de terrain, 2018

Le tableau révèle que la majorité des emprunteurs actifs rencontrés à un niveau de scolarisation de 66,4% et 2,6% alphabétisé contre 30% qui estiment être ni instruits, ni alphabétisés.

Par ailleurs, les résultats indiquent que la présence des emprunteurs capables de lire et écrire peut améliorer la probabilité de remboursement du crédit. Le coefficient d'élasticité associé à cette variable montre une amélioration de 7% de la probabilité de remboursement lorsque le niveau d'alphabétisation des groupes est de 10% ou supérieur. Ce facteur peut donc jouer un rôle important dans l'amélioration du fonctionnement au sein des groupes et des relations entre les groupes et l'institution. Au sein des groupes, le niveau d'alphabétisation peut induire un comportement plus participatif des membres aux affaires du groupe. Ils peuvent devenir des relais de communication très favorables au développement professionnel aussi bien pour les aspects techniques que fonctionnels. Entre les groupes et l'institution, les membres alphabétisés peuvent aider à une meilleure compréhension de la politique des systèmes financiers décentralisés et une lecture plus objective des mesures disciplinaires et réglementaires.

3.3.6 Répartition suivant les types de religions pratiquées et la situation par rapport au crédit.

Graphique 6: Les types de religion

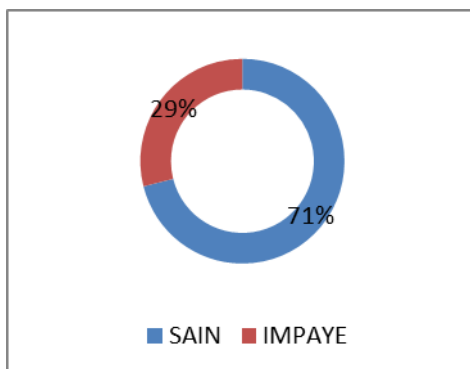


Source : données de terrain, 2018

Cinq principales religions sont pratiquées par les emprunteurs rencontrés. Il s'agit notamment des religions endogènes, avec une prépondérance de l'Islam (38,2%), du catholicisme (31,4%), des évangéliques et protestants respectivement

17,9% et 4,6%. Les résultats de recherche montrent que la question de non remboursement des crédits est transversale à toutes les religions mais s'accroît beaucoup plus au niveau des emprunteurs « fidèles » des religions révélées notamment le catholicisme en général et l'islam pour un pourcentage de 27.5% du total des cas de situation d'impayés (29%).

Graphique 7: Situation par rapport au crédit



Source : données de terrain, 2018

Aussi, faut-il remarquer que 71% des emprunteurs interviewés sont en portefeuille sain contre 29% qui sont en situation d'impayé.

3.3.7 De la représentativité des acteurs des SFD et des autorités locales dans l'échantillon.

Le personnel opérationnel et les autorités locales et religieuses constituent les autres échantillons abordés. Par rapport au personnel opérationnel, il est à noter d'une moyenne de 4,6 ans d'expériences au poste, ils occupent des fonctions telles que celles de Chargé de prêts (42,1%), de chargé de recouvrement (5,3%), d'animateurs (3,5%), de chef d'agence (21,2%), de gérant (14%), de technicien agricole en appui aux SFD (1,8%), caissier (5,3%), etc. A part 7,3% d'entre eux qui ont un niveau secondaire, tout le reste a au moins le niveau BAC. Le Niveau d'étude le plus élevé dans leur rang est le niveau master (BAC+5). Cet échantillon est composé en effet de 87,5% d'hommes et de 12,5% de femmes. Ils proviennent pour la plupart (84,2%) des institutions partenaires du ProFinA.

En ce qui concerne les autorités locales et surtout celles religieuses, il importe de préciser que la quarantaine en moyenne, elles proviennent à 46,5% du milieu rural et à 52,4% du milieu urbain ou péri-urbain. A 31,4%, ils sont adeptes des religions endogènes, à 23,5% catholique, à 2% évangéliques et à 43,1% des musulmans. La contribution des différents départements dans la constitution de cet échantillon se présente comme suit : Zou (23,1%), Collines (18,3%), Atacora (15,4%), Donga (22,1%), Alibori (14,4%) et Borgou (6,7%).

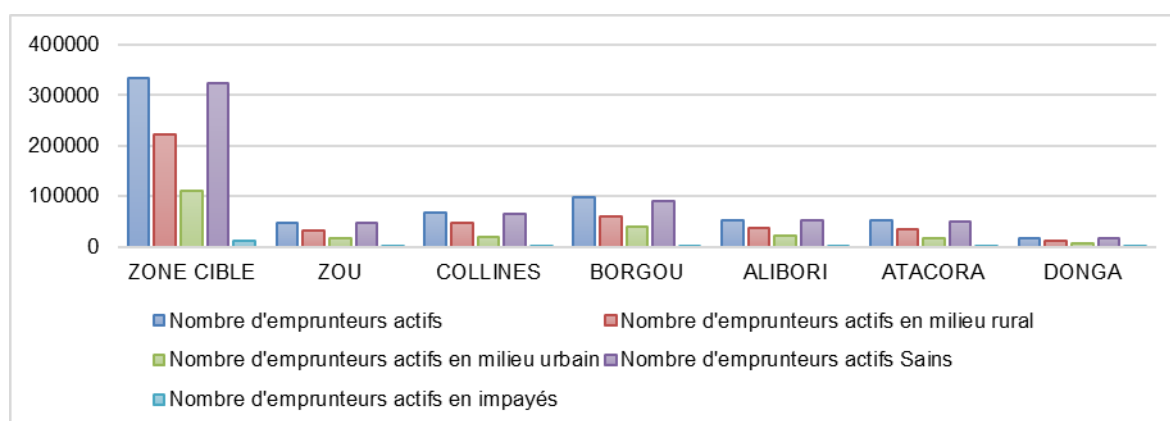
3.4 Présentation de la situation du portefeuille de crédit de la zone cible de l'étude

Les analyses à ce niveau sont basées sur les données statistiques collectées auprès des systèmes financiers décentralisés de l'échantillon d'institutions constitué au 31/12/2017. Il s'agit des données collectées et apurées des institutions telles que : FECECAM, PADME, P.E.B.Co-BETHESDA, RENACA, ALIDE, SIAN'SON et UNACREP. L'intérêt a été donc porté sur les indicateurs de qualité du portefeuille de crédit à savoir le taux de remboursement, le PAR à 30 jours et plus, le PAR à 90 jours et plus, le PAR à 180 jours et plus et le taux de perte sur créance.

3.4.1 Portée du portefeuille de crédit dans la zone

D'une taille globale estimée à 761 629 clients, le portefeuille des SFD échantillonnés dans la zone est composé à 43,88% d'emprunteurs actifs. L'offre de services financiers à la base est assurée par 196 agences ou guichets d'institutions de micro finance. Le graphique n°9 ci-dessous met en évidence la répartition du portefeuille par type de milieu et par situation d'impayé.

Graphique 8:Caractéristiques de la portée du portefeuille

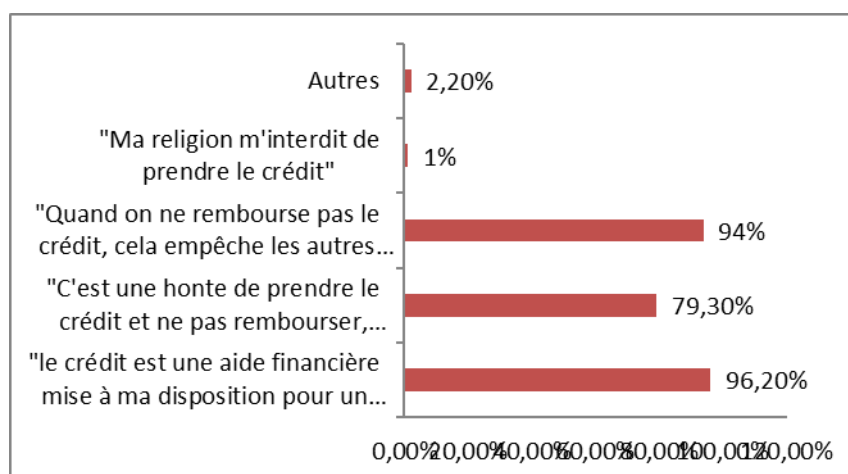


Le graphique ci-après montre que 66,5% des emprunteurs actifs relèvent du milieu rural contre 33,5% qui sont du milieu urbain. 96,5% des emprunteurs sont en portefeuille sain et 3,5% en situation d'impayé. En plus, la clientèle est plus concentrée dans la zone du Borgou (29,6%) et des Collines (20,16%) que dans la Donga.

3.5 Perception de la notion du « Crédit » et expérience de crédit en milieu rural

Le profit du demandeur en milieu rural est décrit suivant sa perception du crédit, son expérience du crédit et son poids économique. Le graphique ci-dessous décrit les différentes perceptions de la notion de crédit.

Graphique 9: Perception de la notion de crédit en milieu rural



Source : données de terrain, 2018

Les données collectées ont permis de comprendre qu' en milieu rural, les clients ont une bonne notion de crédit et de son remboursement. En effet, tel que le montre le graphique n° 10 ci-dessous, 96,2% estime que le crédit est une aide financière qui est mise à leur disposition pour un temps et qu'après usage, ils doivent pouvoir le retourner. Pour 94% des clients, ne pas rembourser son crédit, c'est empêcher la prospérité des autres. D'ailleurs c'est une honte et un signe d'incapacité et d'irresponsabilité pour 79,30%. Il n'y a que 1% des clients qui ont affirmé que leur religion leur interdit de prendre le crédit et donc ils n'y connaissent pas grande chose. L'on comprend donc que la notion du « Crédit » et son remboursement sont largement

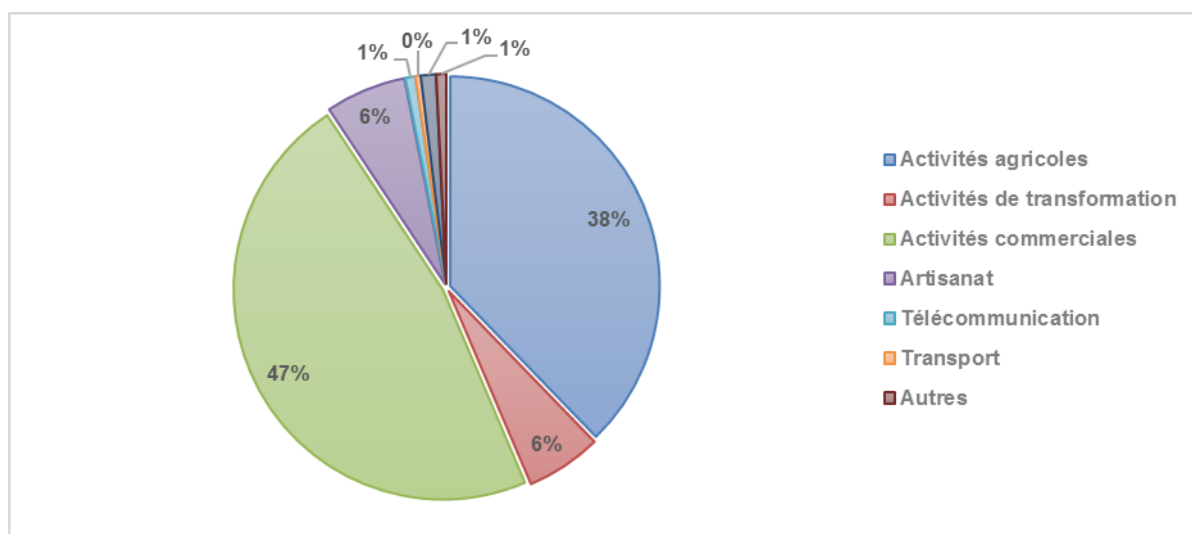
partagés dans le milieu rural. Ainsi donc les défauts de remboursement ne sont pas forcément liés la perception de la notion du « Crédit ». D'ailleurs la recherche a montré qu'ils ont déjà pris le crédit en moyenne trois (03) fois. Cette expérience par rapport au crédit n'a pas trop amélioré leur comportement dans le remboursement. En réalité, pour les prêts actuellement en cours de remboursement, ils ont en moyenne été en retard dans le remboursement une (01) fois. Et quand l'on considère leur historique de remboursement, ils ont été en impayé en moyenne une (01) fois sur deux (02). L'historique n'est pas donc un facteur positif systématique de remboursement des prêts, d'ailleurs plus les clients sont anciens et moins ils sont solvables comme l'a démontré Sabo (2010).

3.6 Du poids économique du demandeur au remboursement du crédit

Les recherches ont révélé qu'en milieu rural, le besoin du crédit peut varier de 20 mille FCFA à 10 millions de FCFA. Actuellement le taux de satisfaction de cette demande par l'offre locale est estimé à 82,77%. La plupart d'entre eux ont juste un (01) crédit en cours de remboursement dans leur institution et évite non seulement de concentrer plusieurs crédits à la fois dans une même institution mais aussi la cavalerie financière.

D'une valeur estimée à 349 991 FCFA de revenu moyen par demandeur (y compris les groupes solidaires), le revenu en milieu rural est beaucoup plus agricole et est fortement lié aux autres activités connexes développées autour de l'agriculture notamment (i) la transformation agro-alimentaire (artisanale, semi-industrielle et industrielle), le commerce de produits agricoles (vivres et cultures de rente). L'artisanat y est aussi développé en général. Le graphique n°10 décrit bien la répartition par source du revenu en milieu rural dans la zone de l'étude.

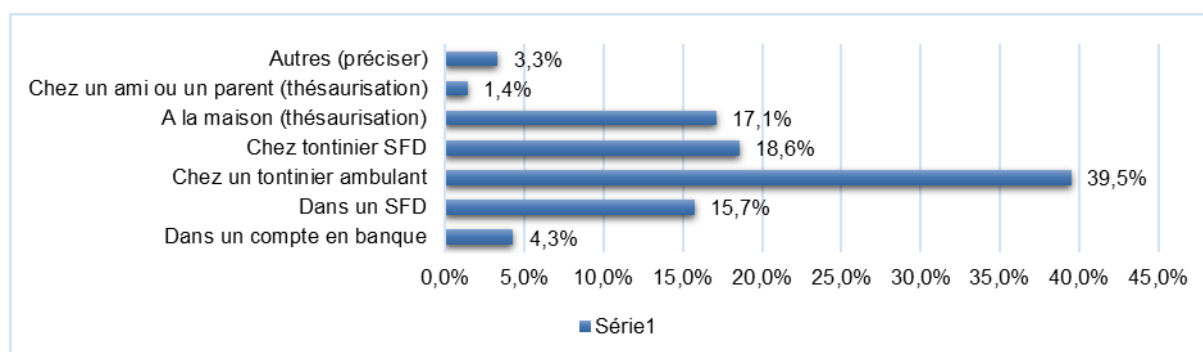
Graphique 10: Répartition du revenu par source des emprunteurs



Source : données de terrain, 2018

L'épargne y est bien développée surtout avec les systèmes de tontines. 85,9% des actifs parviennent à épargner contre 14,1% qui n'y arrivent pas à cause de la mévente, de la baisse des stocks de produits, du niveau élevé des dépenses (éducation et soins de santé des membres de leurs familles) ou des dettes. Les actifs épargnants orientent plus leur épargne vers les tontiniers ambulants quand bien même le poids de la confiance envers les institutions de micro finance est en évolution croissante. La pratique de la thésaurisation est toujours en vogue dans le milieu rural. Le graphique ci-après montre les différentes destinations de l'épargne des emprunteurs.

Graphique 11: Destinations de l'épargne en milieu rural



Source : données de terrain, 2018

Quels sont les types de produits et services demandés par des emprunteurs en milieu rural !

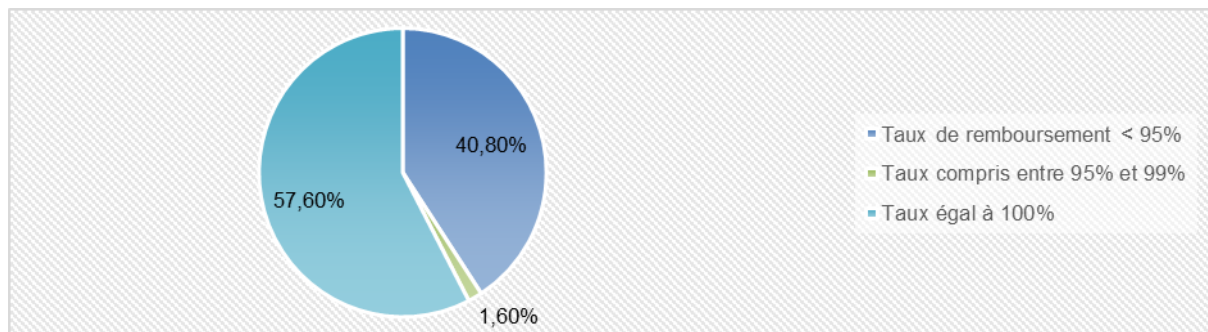
3.7 Types de produits et services en milieu rural

Généralement constitués en groupements (d'hommes, de femmes ou mixtes), clients individuels et entreprises, les actifs du milieu rural sollicitent les produits et services financiers suivants : le crédit agricole, le crédit commerce, financement de micro-projets, l'épargne sur livret, la domiciliation des salaires, le crédit scolaire, le crédit pour la construction.

3.8 Analyse du comportement dans le remboursement des prêts au niveau des demandeurs de crédits de la zone d'étude.

Les recherches ont révélé que 40,8% des emprunteurs actifs ont un taux de remboursement de leurs prêts en cours inférieur à 95% donc hors norme, 1,6% d'entre eux ont un taux de remboursement compris entre 95% et 99%. Seulement 57,6% des emprunteurs actifs sont 100% de remboursement de leurs prêts en cours. Le graphique n°12 ci-dessous illustre bien cette tendance :

Graphique 12: Taux de remboursement des prêts en cours



Source: données de terrain, 2018

Face à ce niveau élevé de défaillance de la clientèle (42,4%), il y a lieu de s'interroger sur les facteurs déterminants pouvant expliquer cet état de chose. Alors, l'intérêt a été porté sur un certain nombre de paramètres importants dont les analyses croisées avec le comportement dans le remboursement des emprunteurs semblent déboucher sur des constats et conclusions pertinents. D'où la nécessité d'interroger les facteurs culturels pouvant influencer les remboursements de crédits en milieu rural.

Chapitre IV : Facteurs socioculturels comme éléments influençant les remboursements de crédits en milieu rural.

Le chapitre quatre est réservé à l'analyse de l'impact des facteurs socioculturels sur le remboursement des crédits.

4.1 La question de remboursement de « crédit » en rapport aux déterminants socioculturels.

Plusieurs variables économiques et culturelles expliquent le phénomène de remboursement des crédits en milieu rural. Les plus déterminantes sont résumées dans le tableau 9 ci-après :

Tableau VI: Dictionnaire des variables

CATEGORIES DES VARIABLES	CODES	SIGLES	LIBELLES	TYPES
Indentification et contrôle	V1	INST	Institution de micro finance	Nominal
	V2	DEPA	Département	Nominal
	V3	COMM	Commune	Nominal
	V4	TYPE	Type de milieu	Nominal
	V5	SITU	Situation matrimoniale	Nominal
	V6	SEXE	Sexe	Nominal
	V7	NOMB	Nombre d'enfants à charge	Continu
	V8	SECT	Secteur d'activité	Nominal
	V9	AGE	Age	Nominal
	V10	ETHN	Ethnie	Nominal
	V11	NIVE	Niveau d'instruction	Nominal
	V12	1-a-	1-a- Appartenance à un groupement	Nominal
Comportement dans le remboursement : historique	V13	1-b-	1-b- Situation par rapport au crédit	Nominal
	V14	A_CO	2-a- Nombre de fois où le crédit a été placé	Continu
	V15	B_PO	2-b- Nombre de retards dans le remboursement en cours	Continu
	V16	C_PO	2-c- Nombre de retards dans le remboursement précédent	Continu
	V17	D_PO	2-d- Nombre de retards dans le remboursement surpassé	Continu
Variable dépendante à expliquer	V18	D_QU	3-d- Taux de remboursement	Continu
Variables liées aux valeurs traditionnelles et culturelles	V19	1-a-	1-a- Religion pratiquée principalement	Nominal
	V23	Aspe	Aspects de la religion influençant positivement le remboursement	Nominal
	V28	Aspe	Aspects de la religion influençant négativement le remboursement	Nominal
	V31	Prat	Pratiques coutumières	Nominal
	V32	Mani	Manifestation de la conséquence des pratiques coutumières sur le remboursement	Nominal
	V41	a- L	a- Les rites initiatiques	Nominal
	V43	Mani	Manifestation de la conséquence des rites initiatiques sur le remboursement	Nominal
	V44	b-Le	b-Les rites funéraires	Nominal
	V45	Mani	Manifestation de la conséquence des rites funéraires sur le remboursement	Nominal
	V50	c-Le	c-Les formes de cérémonies sacrificielles	Nominal
V51	Mani	Manifestation de la conséquence des formes de cérémonies sacrificielles sur le remboursement	Nominal	

CATEGORIES DES VARIABLES	CODES	SIGLES	LIBELLES	TYPES
	V56	Autr	Autres rites ou rituels	Nominal
	V57	Mani	Manifestation de la conséquence des autres rites sur le remboursement des prêts	Nominal
	V58	Autr	Autres rites ou rituels (à préciser)	Nominal
	V59	Mani	Manifestation de la conséquence sur des autres rites (à préciser) sur le remboursement	Nominal
	V62	Form	Formes de mariage pratiquées	Nominal
	V63	Cons	Conséquences des formes de mariage sur le remboursement du crédit	Nominal
	V70	Form	Formes de veuvage pratiquées	Nominal
	V71	DURE	Durée du veuvage	Nominal
Variables liées aux facteurs sociologiques	V79	a- Q	a- Quelles sont les ethnies qui existent	Nominal
	V80	Cara	Caractéristiques particulières par rapport	Nominal
	V81	JUST	Justification Caractéristique ethnique	Continu
	V93	b-	b- Quelles sont les formes de solidarité	Nominal
	V94	Infl	Influence sur le remboursement du crédit	Nominal
	V95	JUST	Justification formes de solidarité	Continu
	V105	Si v	Si vous êtes membre d'un groupement ou d	Nominal
	V106	DESC	Description de l'influence sur le crédit	Continu
	V112	2a-	2a- l'exode rural influence-t-il les rem	Nominal
	V113	Caus	Causes de l'exode rural	Nominal
	V114	Infl	Influence sur le remboursement du crédit	Nominal
	V116	Dest	Destination (en général) des émigrants	Nominal
	V117	Infl	Influence sur le remboursement du crédit	Nominal
	V118	JUST	Justification influence	Continu
	V121	3. a	3. a- Types de ménage d'appartenance	Nominal
	V122	b- C	b- Influence du type de ménage d'appartenance sur le remboursement	Nominal
	V123	a- D	a- Poids relatif de la contribution au budget familial	Nominal
	V124	b- C	b- Influence ou pas de la contribution au budget familiale sur le remboursement	Nominal
	V125	C_SI	c- Description de l'influence de la contribution au budget familiale sur le remboursement	Continu
	V126	a- D	a- Accès des femmes aux moyens de production	Nominal
	V127	B_QU	b- Principaux rôle dévolu à la femme	Continu
	V128	c-	c- Influence des deux aspects sur le remboursement	Nominal
V129	d-	d- Méthodes de règlement des conflits	Nominal	
V130	Deva	Egalité entre homme et femme devant les juridictions de règlement de conflits	Nominal	
V131	Si n	Influence de l'inégalité entre homme et femme devant les juridictions sur le remboursement des prêts	Nominal	
Variables économiques	V132	A_QU	a- Le montant de la demande de crédit	Continu
	V133	B_CO	b- Montant de crédit reçu	Continu
	V134	C_CO	c- Nombre de crédits en cours de remboursement	Continu
	V135	D_CO	d- Nombre de retards par rapport aux autres crédits	Continu
	V136	e- A	e- Existence de crédits dans d'autres institutions	Nominal
	V137	F_SI	f- Noms des autres institutions	Continu
	V138	g- E	g- La situation des autres crédits	Nominal
	V139	1. a	1. a- Sources de revenu	Nominal
	V148	b) A	b) Evaluation des dépenses	Nominal
	V149	c) A	c) Comportement dans l'épargne	Nominal
	V150	COMB	Volume d'épargne mensuelle	Continu
	V151	SI_N	Raison de non épargne	Continu
	V152	Dest	Destination des revenus non consommés	Nominal
	V154	1. a	1. a- Capacité à financer l'objet de crédit effectivement	Nominal
	V155	A vo	Les causes de non remboursement	Nominal
	V160	REVE	Revenu moyen	Continu
V161	REVE	Revenu disponible	Continu	
V162	TAUX	Taux de décaissement des crédits	Continu	

Source : données de terrain, CsPro, 2018

Dans le but de d'appréhender les relations de causes à effets existant entre les facteurs socio-économiques et culturels de la zone de recherche et la « volonté de remboursement du crédit », il a été procédé à la régression linéaire multiple par la méthode des MCO, de l'ensemble des variables explicatives (facteurs socio-économiques) identifiées avec le taux de remboursement. Par cette méthode, les liens statistiquement pertinents entre les deux catégories de variables sont établis et analysés. L'utilisation de la commande « reg » dans le logiciel STATA11 a permis de dégager le modèle statistiquement pertinent à définir entre la « volonté de remboursement » ou encore le « comportement dans le remboursement » et les facteurs socio-économiques et culturels. Ce modèle se présente de la façon suivante :

4.2 Modèle d'explication du « comportement des acteurs dans le remboursement » par les facteurs socio-économiques et culturels.

```
reg d_quelle institut departem commune type_de_ situatio sexe nombre_d age ethnie
niveau_i a_etes_v a_quelle aspects_ pratique> a_les_ri formes_d formes_3 a_etes_0
b_commen
```

d_quelle	Coef.	Std. Err.	t	P> t	[95% Conf. Interval]	
institut	1.870495	3.077269	0.61	0.039	-11.36993	15.11092
departem	-4.081996	28.27323	-0.14	0.058	-125.7319	117.5679
commune	.0409424	.2603401	0.16	0.057	-1.079211	1.161095
type_de_	1.526104	12.20385	0.13	0.059	-50.98283	54.03504
situatio	-11.68586	30.26521	-0.39	0.048	-141.9065	118.5348
sexe	-.2192396	17.86114	-0.01	0.066	-77.06953	76.63105
nombre_d	-7.773113	6.020674	-1.29	0.021	-33.67798	18.13176
age	10.22661	20.78819	0.49	0.044	-79.21776	99.67097
ethnie	2.185266	2.992926	0.73	0.035	-10.69226	15.06279
niveau_i	-6.536243	14.84985	-0.44	0.046	-70.42998	57.3575
a_etes_v	-6.059781	140.2408	-0.04	0.063	-609.4674	597.3479
a_quelle	-8.868381	10.43206	-0.85	0.032	-53.75389	36.01713
aspects_	-6.580949	12.40472	-0.53	0.042	-59.95415	46.79225
pratique	-7.039568	3.368414	-2.09	0.011	-21.53268	7.453549
a_les_ri	-16.11951	51.32629	-0.31	0.051	-236.9587	204.7197
formes_d	-18.92829	23.64354	-0.80	0.033	-120.6582	82.80164
formes_3	12.32223	24.85031	0.50	0.044	-94.60003	119.2445
a_etes_0	-6.108684	18.76419	-0.33	0.051	-86.84448	74.62711
b_commen	-4.623505	28.07726	-0.16	0.058	-125.4302	116.1832
_cons	16,87152	349.3036	0.74	0.035	-1243.725	1762.14

Source : Résultats sous STATA11 à partir des données de terrain, 2018

Afin de valider et de minimiser ou d'éliminer les marges d'erreur, un test de validité et de robustesse du modèle a été fait.

4.2.1 Validité et robustesse du modèle

La matrice ci-dessus montre que les « p-value » associés à chacun des coefficients estimés sont tous inférieurs au seuil de 10% (seuil admis pour la présente recherche compte tenu de la prédominance des caractères qualitatifs. On rejette alors l'hypothèse H_0 de nullité des paramètres de l'équation. Ces paramètres estimés sont donc significatifs au seuil de 10%. Aussi « Prob> F = 0.0323 », donc l'hypothèse H_0 de la non significativité du modèle est fortement rejetée. L'équation du modèle se présente comme suit :

Volonté de remboursement = 16,872 + 1,87*(Institution) - 4,08*(département) + 0,04*(commune) + 1,52*(type de milieu) -11,69*(situation matrimoniale) - 0,22*(sexe) - 7,77*(nombre d'enfants à charge) + 10,23*(âge) + 2,19*(ethnie) - 6,54*(niveau d'instruction) - 6,06*(appartenance à un groupement) - 8,87*(appartenance religieuse) - 6,58*(aspects de la religion influençant positivement le remboursement) - 7,04*(pratiques coutumières) - 16,12*(rites initiatiques pratiqués) - 18,93*(forme de mariages pratiquées) + 12,32*(formes de veuvage pratiquées) - 6,11*(type de ménage d'appartenance) - 4,62*(Influence de la polygamie ou de la monogamie)

Ainsi, les résultats du test de normalité des erreurs sur le modèle se présentent comme suit :

Test de normalité des erreurs

```
. predict résidu_n5, resid
. sktest résidu_n5
```

Skewness/Kurtosis tests for Normality

Variable	Obs	Pr(Skewness)	Pr(Kurtosis)	adj chi2(2)	joint Prob>chi2
résidu_n5	338	0.9824	0.6299	0.23	0.8902

La probabilité du test est de 0,8902 (89,02%) supérieur au seuil de 10%, on ne peut donc pas rejeter l'hypothèse H_0 de normalité des erreurs du modèle.

Test d'hétéroscédasticité des erreurs

La commande « hetttest » utilise le test de Breusch-Pagan pour tester l'hypothèse d'homoscédasticité des résidus sous STATA11. Le résultat du test se présente comme suit :

hettest

Breusch-Pagan / Cook-Weisberg test for heteroskedasticity

Ho: Constant variance

Variables: fitted values of d_quelle

chi2(1) = 4.58

Prob > chi2 = 0.4962

Etant donné que la probabilité est de 49,62% donc supérieur à 10%, on accepte l'hypothèse Ho d'homoscédasticité des résidus.

La matrice des influences dégagée de l'équation du modèle a permis de mieux comprendre et d'appréhender l'impact des facteurs socio-économiques et culturels sur le comportement dans le remboursement des demandeurs de crédits dans la zone de recherche. Elle se présente comme suit :

Tableau VII: Matrice d'influences des facteurs socio-économiques et culturels sur le remboursement du crédit en milieu rural.

Codes variables	Libellés	Paramètres ou Influences	Caractères concernés	Valeurs test	Poids
Institut	Institution de micro finance	1,87	PEBCo-BETHESDA	2,53	83
			UNACREP	3,94	33
			PADME	3,06	24
			RENACA	5,27	21
			Autres		
departem	Département	-4,08	Collines	9,47	59
			Zou	7,03	49
			Autres		
commune	Commune	0,04	Glazoué	7,26	16
			Zogbodomey	4,11	15
			Bohicon	3,5	15
			Savalou	2,18	15
			Ouèssè	3,68	14
			Banikoara	3,8	14
			Bantè	4,26	14
			N'dali	2,3	11
			Covè	2,96	10
			Zagnanado	2,97	9
			Autres		
type_de_	Type de milieu	1,52	Rural	4,75	61
			Peri-urbain	6,18	105
			Autres		
Situatio	Situation	-11,69	Marié	4,39	80
			Concubinage	6,09	71

Codes variables	Libellés	Paramètres ou Influences	Caractères concernés	Valeurs test	Poids
	matrimoniale		Autres		
Sexe	Genre	-0,22	Femme		
			Homme		
nombre_d	Nombre d'enfants à charge	-7,77	Un (01)		
			Supérieur à un (01)		
Age	Age	10,23	18-50 ans	2,84	2,77
			Autres		
Ethnie	Ethnie	2,19	Fon	3,25	73
			Mahi	5,06	44
			Idatcha	2,32	18
			Dendi	2,36	12
			Adja	2,04	10
			Autres		
niveau_i	Niveau d'instruction	-6,54	Primaire	3,5	132
			Autres		
a_etes_v	Appartenance à un groupement	-6,06	Oui	3,64	113
			Non		
a_quelle	Religions pratiquées	-8,87	Catholique	4,16	85
			Evangélique	4,74	45
			Autres	2,75	12
			Animisme	2,76	10
			Aucune (athéisme)	3,24	8
aspects_	Aspects de la religion influençant positivement le remboursement	-6,58	Respect d'engagement pris	2,03	11
			Confiance	2,94	6
			Foi	4	8
			Autres		
pratique	Pratiques coutumières	-7,04	Sortie Egoungoun/oro	8,87	27
			Fêtes religieuses endogènes	5,2	13
			Fête d'igname	2,8	7
			Autres		
a_les_ri	Rites initiatiques pratiqués	-16,12	Baptême	7,27	164
			Circoncision/excision	3,7	4
			Autres		
formes_d	Forme de mariages pratiqués	-18,93	Traditionnelle/coutumière	2,64	124
			Religieuse	2,34	58
			Autres		
formes_3	Forme de veuvage appliquée	12,32	Lévirat	10,7	60
			Autres	2,27	53
a_etes_0	Type de ménage d'appartenance	-6,11	Polygamique	3,91	91
			Monogamique	8,08	179
b_commen	Influence de la monogamie ou de la polygamie sur les remboursements	-4,62	Négative	2,33	44
			Positive	3,37	44

Source : Résultats sous STATA11 à partir des données de terrain, 2018

Commentaire, interprétation et analyse du modèle

A partir du modèle, le phénomène de non remboursement des prêts s'est non seulement spatialisé mais aussi institutionnalisé. En effet, selon que le demandeur du

prêt soit dans un département ou dans un autre (ou encore dans une commune ou autre), son comportement dans le remboursement peut varier d'une part et selon qu'il s'adresse à une institution ou une autre, la même variabilité peut s'observer. Une analyse approfondie de l'influence des variables explicatives du phénomène de remboursement a permis de comprendre qu'en général, le risque de non remboursement du crédit s'accroît de 4,08% lorsque l'on migre des départements du Nord (Borgou, Alibori, Atacora, Donga) vers le Centre du Bénin (Zou et Collines).

Par ailleurs, il importe de préciser que les demandeurs de crédits des communes de Glazoué, de Zogbomey, de Bohicon, de Savalou, de Ouèssè, de Banikoara, de Bantè, de N'Dali, de Covè et de Zagnanado réduisent le risque de non remboursement de leurs prêts de 0,04 % comparativement aux demandeurs des autres communes. Ceci s'explique en partie par la ruralité de ces communes et les profils d'activités développés dans ces zones. Aussi, l'analyse a-t-elle montré que les demandeurs de crédits se comportent beaucoup mieux avec certaines institutions qu'avec d'autres. En effet, la matrice des effets ou influences révèle qu'un demandeur de crédit à PEBCo-BETHESDA, améliore ses chances de remboursement de 1,87% comparativement à d'autres institutions. Cette variabilité peut s'expliquer par la qualité de la politique, des stratégies et procédures d'opérations mises en place par chaque institution dans le milieu rural.

4.3 Quand des déterminants socioculturels influent sur les remboursements de crédit.

Plusieurs éléments influencent les remboursements de crédits en milieu rural. Il s'agit notamment du milieu d'appartenance des clients, le niveau d'instruction, les formes de vie en couple, la question du genre, le poids du ménage, l'âge du client, l'ethnie, le type de religions pratiquées, les pratiques coutumières développées, les formes de mariage etc...

4.3.1 Milieu d'appartenance et remboursement de crédit.

En effet, les recherches révèlent que la ruralité du milieu d'appartenance du client demandeur détermine son degré de volonté de remboursement. Contrairement, aux bénéficiaires de crédit en milieu urbain, les clients du milieu rural et péri-urbain ont

potentiellement un taux de remboursement amélioré à la hauteur de 1,52%. Ce qui corroborent les résultats de Sabo (2010) pour qui la ruralité explique le taux de remboursement des crédits et que le problème majeur de non remboursement est l'asymétrie des informations.

Les formes de vie en couple influencent aussi les remboursements.

4.3.2 Le statut matrimonial en rapport au phénomène de remboursement de crédit

Les formes de vie en couple influencent également les remboursements de crédits. Les recherches ont révélé que les formes de vie en concubinage ou union libre influencent négativement les remboursements de crédits. Ce qui signifie que plus le client est célibataire, plus il est moins solvable. C'est le cas des jeunes filles bénéficiaires de crédits dans la commune de Djougou. Certaines filles disparaissent ou développent des stratégies pour échapper aux agents de recouvrements de crédits. D'autres échappent aux mécanismes de contrôle en changeant le lieu de résidence sans signaler préalablement aux institutions de microfinance auxquelles elles sont affiliées. Dans la même dynamique, des hommes refusent de cautionner ou d'avaliser certaines femmes avec qui ils sont en concubinage ou en union libre. Ce qui signifie potentiellement que lorsque les liens entre deux individus d'un même couple ne sont pas soutenus par des valeurs pertinentes de vie d'ensemble, le principe de solidarité est fragilisé et le cautionnement devient difficile.

La polygamie influence le remboursement des prêts en milieu rural. En effet selon les résultats de la recherche, l'appartenance à un ménage polygamique accentue le risque d'impayés de 6,11%. Ceci s'explique par le poids relativement élevé des dépenses des autres et le désengagement de plus en plus élevé des hommes polygames des dépenses liées à leurs responsabilités (la popote, les soins de santé des enfants, l'habillement des enfants, l'éducation des enfants, etc.) qui du coup retombent sur les femmes. D'un ménage monogamique à un ménage polygamique, le risque d'impayés s'accroît de 4,62%. Ce qui pourrait signifier aussi que le nombre d'enfants à charge déterminent également le risque de non remboursement. En effet, la recherche a révélé que

lorsqu'un client demandeur augmente le nombre d'enfants à sa charge d'une unité, il augmente son risque de non remboursement de 7,77 %.

4.3.3 Le remboursement des crédits en rapport avec la question de genre

Les résultats de la recherche révèlent que lorsqu'une institution de microfinance choisit d'octroyer de crédit aux femmes, elle réduit « le risque de non remboursement de 0,22%. Les femmes sont plus solvables que les hommes. Ce qui rejoint la thèse de Honlonkou (2013) selon laquelle « le genre c'est-à-dire la féminisation de la clientèle des institutions de microfinance pourrait être déterminante pour la baisse du taux d'impayé ».

4.4 Quelques autres éléments spécifiques déterminant les remboursements de crédits.

Il faut noter que parmi les autres éléments spécifiques déterminant les remboursements figurent l'âge des demandeurs de crédits, l'ethnie d'appartenance, les obédiences religieuses des emprunteurs, des pratiques coutumières...

4.4.1 Le poids de l'âge et l'origine ethnique en rapport au phénomène de non remboursement des crédits.

Il faut souligner que l'âge du client influence également le risque de non remboursement. En réalité plus le client est en âge d'activités c'est-à-dire actif, moins il est risqué et les données de terrain ont prouvé que les clients qui ont un âge compris entre 18 et 50 ans réduisent leur risque d'impayé de 10,23% comparativement aux autres clients y compris les « mineurs émancipés ». Sont appelés ici mineurs émancipés, les jeunes de moins de 18 ans ayant une autonomisation du point de vue financier et exploitation agricole.

La question ethnique apparaît aussi très déterminante dans l'historique du remboursement des crédits. Les résultats de la présente recherche ont souligné que certaines ethnies sont moins solvables que d'autres. Il s'agit notamment des « Fon », des « Mahi », des « Idatcha », des « Dendi » et des « Adja ». Comparativement aux autres ethnies notamment les bariba, les yoroubas, elles engendrent une augmentation du risque d'impayé de 2,19%. Cependant, l'augmentation du risque d'impayé en

rapport à l'ethnie varie en fonction des politiques et procédures de recouvrement mises en œuvre par chaque IMF.

4.4.2 Obédiences religieuses et comportements des emprunteurs dans le remboursement des crédits.

Les religions de façon globale influencent le remboursement des crédits. La religion islamique quant à elle proscrit les crédits avec des intérêts. Elle voit le crédit sous la forme d'une aide financière à rembourser sans une contrepartie. Ce qui est contraire aux logiques des acteurs du monde de la microfinance. De la même manière, la période d'observation du jeûne musulman accentue de 6,58% le risque de non remboursement. En effet, certains fidèles contractent des crédits et les utilisent pour observer le jeûne ; ce qui occasionne des impayés ou des retards dans le remboursement. Ceux-ci s'opposent ainsi aux notions ou principes de vie enseignés aux croyants notamment (i) le respect des engagements pris, (ii) la confiance, la (iii) foi et la (iv) conscience personnelle. Chez les musulmans, l'islam impose de payer les dettes pour accéder au paradis. Cependant, la réalité est tout autre, car les femmes contractent le crédit à l'insu de leur mari et c'est lorsqu'elles se retrouvent en situation d'impayé que le mari est avisé. Ce qui amène certains époux à s'opposer aux agents de recouvrement sur le terrain. De même, la pratique musulmane imposant aux femmes de se voiler pose intégralement (c'est-à-dire du visage jusqu'aux pieds) pose des problèmes d'identification des clientes dans le processus de recouvrement des crédits.

Les pratiques coutumières telles que l'organisation des mariages, des cérémonies funéraires et l'observation du deuil ou la pratique du veuvage par les femmes engendrent une augmentation du risque d'impayés de 7,04%. En effet, les résultats de la recherche ont révélé qu'en réalité le mariage qui est une pratique très développée en milieu rural engendre dans 50% des cas « le retard dans le remboursement » et dans 25% des cas le détournement d'objets de crédit. De la même manière, les cérémonies funéraires qui de nos jours affectent la plupart des populations (surtout rurale) ainsi que les cérémonies sacrificielles (Zofin kplokplo, Dja houn houn), les sorties de la divinité Oro occasionnent (pratiquement dans 100% des cas) le retard dans le remboursement des crédits. En ce qui concerne la pratique du veuvage, elle s'observe pratiquement dans tous les départements touchés par la recherche. La

durée d'observation de ce rite par des veuves varie d'un espace à un autre, d'une culture à une autre et d'une religion à une autre. Généralement, la durée varie entre dix jours et trois mois. Parlant des impacts de cette pratique sur le remboursement des crédits une enquêtée s'exprime en ces termes :

« Je suis dans un groupe d'épargne et de crédit avec deux autres femmes qui sont des coépouses. Nous sommes trois dans le groupe et nous avons opté pour un crédit à caution solidaire. Nous avons contracté un crédit dont le paiement s'échelonne sur six mois. Après quatre mois de remboursement, les deux coépouses ont perdu leur mari et selon la coutume, elles doivent observer le veuvage pendant trois mois sans exercer aucune activité. La caution solidaire étant appliquée, je me retrouve seule face au remboursement de trois personnes. Cela m'a été très difficile. C'est avec le concours des membres de la famille du défunt que j'ai pu solder...Akossia, 38 cliente à la CLCAM de Bantè ».

4.4.3 Formes de solidarités et comportements dans le remboursement des crédits.

Par rapport aux formes de solidarité développées, la solidarité mécanique influence positivement le remboursement des prêts en milieu rural dans 75% des cas et dans 25% des cas ne l'influence guère. En réalité, c'est cette forme de solidarité qui caractérise l'ethnie « Bamiléké » du Cameroun. C'est une forme de solidarité observée dans certains villages du borgou notamment chez les baatombu de Banikoara. C'est une localité à forte production du coton et du karité (spéculation financée et valorisée par le projet ProFinA). Dans ce milieu, la caution solidaire est très développée comparativement à d'autres localités. Par contre, la solidarité organique à la Durkheim influence négativement dans 25% des cas les remboursements de crédit, dans 70% des cas influence positivement et dans 5% des cas ne l'influence point. La caution solidaire dans 91,42% des cas influence très positivement les remboursements de prêt en milieu rural et dans 8,57% des cas ne l'influence pas. Les groupements d'entraide « NOUDJEMINDJI GBETA » dans 64,3% des cas influence très positivement les remboursements de prêts et dans 35,71% des cas n'influence pas. Les GIE ou groupements d'intérêt économiques (1,3%) influencent très positivement les

remboursements de prêt dans 100% des cas. Les groupements de métiers (OP, Association, etc.) dans 62,5% des cas influencent positivement les remboursements de prêts, dans 25% influencent négativement et dans 12,5% des cas ne l'influencent pas.

4.4.4 Influence de l'exode rural dans le remboursement des crédits

L'exode rural, qui est un phénomène sociodémographique, influence négativement le remboursement des crédits en milieu rural tels que les détournements de crédit dans 47,2% des cas et dans 52,8% des cas les retards. En effet, ce phénomène est causé par la recherche du mieux-être (dans 80, 1% des cas), le manque de terre cultivable (11, 5%), l'infertilité des terres (3,8%) et la mévente (3,2%). Dans 12,5% des cas les émigrants vont vers Cotonou, vers les pays limitrophes dans 56,3% des cas et vers d'autres pays africains dans 31,3% des cas.

4.5 Les facteurs économiques et risques inhérents aux crédits en milieu rural.

Le profil économique du demandeur de prêt affecte également les risques inhérents aux crédits en milieu rural. Les résultats de la recherche ont prouvé que le poids de la contribution au budget familial influence négativement dans 18,5% des cas le remboursement et dans 81,5% des cas les retards dans le remboursement.

4.5.1 L'accès à la terre et aux moyens de production par des emprunteurs.

L'accès à la terre et aux moyens de production et le rôle dévolu à la femme, ont influencé négativement les remboursements de prêts dans 7,3% des cas, positivement dans 47,2% des cas et sont sans influence dans 45,6% des cas. En effet dans la zone de l'étude, dans 56,3% des cas, les femmes ont accès aux moyens de production au même titre que les hommes et dans 43,7% des cas, des restrictions leurs sont imposées. Or dans l'Afrique traditionnelle, chaque individu avait un droit égal d'accès à la terre. Cependant, ce qui rend ce principe de base caduque, aujourd'hui, c'est l'inégalité d'accès aux moyens de productions modernes, notamment en raison de la façon dont est organisé le crédit agricole (Belloncle, 1982 :80-81). Pour Belloncle, la façon de conduire l'Afrique à un développement aussi égalitaire que possible était d'organiser le crédit agricole sur une base villageoise en faisant jouer la caution solidaire du

groupe. Et la façon la plus simple de faire jouer une telle caution c'est de faire que les excédents de commercialisation groupale, servent très précisément de garantie pour l'ensemble des crédits accordés au village.

Outre ces facteurs socio-économiques, d'autres aspects tels que (i) l'importance du crédit obtenu, (ii) la cavalerie financière, (iii) le nombre de plus en plus accru de crédits (2 à 3 crédits possibles), (iv) le niveau de revenu disponible et (v) la capacité à épargner, sont à prendre en considération pour bien apprécier les risques inhérents aux crédits en milieu rural.

Étant donné que le phénomène de non remboursement des crédits s'est spatialisé, l'intérêt a été porté également sur les traits caractéristiques des départements ou régions en lien avec les risques inhérents aux crédits en milieu rural.

4.6 Présentation de l'analyse des risques inhérents aux crédits en milieu rural en lien avec l'espace géographique.



La zone de l'étude comprend les départements du Centre et du Nord Bénin. Il s'agit du Zou, des Collines, du Borgou, de l'Alibori, de l'Atacora et de la Donga. En réalité, la spatialisation du phénomène de remboursement ou non du crédit, s'explique par le fait que ces régions ou espaces géographiques sont caractérisés par des valeurs socioculturelles, traditionnelles et économiques spécifiques. L'analyse statistique de ces valeurs a été prouvée en lien d'explication et de cause à effet avec le comportement dans le remboursement ou la volonté de remboursement du crédit.

Tableau VIII: Analyse de la criticité du risque par département

Risques	Prévalences	Départements					
		Alibori	Borgou	Atacora	Donga	Zou	Collines
Risque de détournement d'objets de crédit	20,83%	12,50%	12,50%	41,67%	12,50%	18,75%	34,75%
Risque de détournement du remboursement de crédit	19,48%	12,50%	12,50%	20,83%	25%	37,50%	27,50%
Autres risques d'impayés (retard de remboursement, etc.)	12,50%	8,16%	34,70%	12,24%	12,24%	16,33%	16,33%

Source: données de terrain, 2018

Legende

-  : Criticité élevée
 : Criticité moyenne

Il ressort du tableau n°12 que les départements des Collines, de l'Atacora, du Zou et du Borgou sont les plus risqués. Le département le moins risqué est l'Alibori. Le risque de détournement d'objet de crédit qui a la plus grande prévalence est plus concentré dans l'Atacora et les Collines. Le risque de détournement du remboursement du crédit est plus concentré dans le Zou et les Collines. Par contre, les autres risques d'impayés notamment les retards de remboursement sont plus concentrés dans le Borgou. Tous ces risques s'expliquent en grande partie par les facteurs économiques et culturels énumérés plus haut d'une part, et les politiques et procédures de recouvrement des crédits mises en place par chaque SFD d'autre part.

4.7 Synthèse de l'analyse des résultats de la recherche suivie de la matrice globale des risques d'octroi de crédits par espace géographique.

4.7.1 Synthèse des résultats et analyse des données

A l'issue des différentes analyses, il y a lieu de reconnaître qu'en dehors des indicateurs de rentabilité et de capacité de remboursement calculés lors des analyses de dossiers de crédit, l'attention des gestionnaires des portefeuilles de crédit doit désormais s'orienter complémentirement vers l'évaluation de la « volonté de remboursement du crédit » au niveau de chaque demandeur de crédit. Pour approcher cette réalité, des variables non tangibles de prédiction des possibilités de remboursement d'un crédit par son bénéficiaire, plusieurs auteurs adoptant des démarches différentes ont abouti à des résultats plus ou moins divers. En effet, Stiglitz (1990) pense que le modèle de « Contrôle par les pairs » est le secret du succès de la performance de remboursement des groupements solidaires de la Grameen Bank et des institutions similaires.

Par contre pour Sabo (2010), la ruralité explique le taux de remboursement et le problème majeur du non remboursement est l'asymétrie d'information. A sa suite, Honlonkou (2002), souligne que le genre c'est-à-dire que la féminisation de la clientèle des institutions de micro finance pourrait être déterminante pour la baisse du taux d'impayés au Bénin. Et au tour de Aclassato (2008), de renchérir que le

détournement du crédit de son objet et l'insuffisante sensibilisation aux produits d'épargne sont identifiés comme des facteurs importants liés à la clientèle des systèmes financiers décentralisés pour expliquer les performances de remboursement des crédits au Bénin.

L'approche compréhensive stipule selon R. Boudon (1979 : 26) que la société évolue dans une perspective utilitaire qui est telle que chaque individu raisonne de son côté et conjugue, le cas échéant, son action à celle des autres sans qu'il n'y ait eu concertation, ni influence sociale quelconque. De ce point de vue, il considère l'action humaine comme « *l'addition des influences individuelles infinitésimales* ». Il s'ensuit que les faits sociaux ne sont interprétables qu'à parti d'éléments strictement individuels. Ils ne sont assimilables à aucune force contraignante que la seule volonté de l'individu d'atteindre un objectif dicté par des mobiles utilitaires. Ainsi, l'émergence de courants ou de flux sociaux font respectivement leur calcul (Garba, 2016). Pour expliquer et comprendre les faits et les évolutions du social, il part de ce qu'il suppose que les individus, isolément, veulent et pensent. Dans cette conception, la « totalité » du social est la résultante de ses parties, elle se compose de l'agrégation d'une pluralité d'actions individuelles. Celles-ci résultent de la rencontre entre les représentations et motivations des « acteurs » sociaux d'un côté et d'un autre côté les conditions extérieures qu'ils vivent, conditions qui ne prennent une signification (comme but, moyen, obstacle, etc.) que par ces représentations et motivations qui possèdent donc une certaine autonomie face aux forces matérielles du monde physique et social. Par ces deux approches, on comprend comment la mise en commun de comportements individuels dictés par des perceptions, des représentations sociales, des croyances, les pratiques sociales sont liées étroitement pour faire émerger un phénomène socialement observable.

Ainsi, la présente recherche dont les résultats corroborent les conclusions des travaux de recherches précédemment évoquées, vient s'aligner sur l'approche de Polanyi (1977) qui a fait noter que de façon historique, il s'effectue un désencastrement ou une autonomisation relative de l'économie, à la différence de toutes les sociétés antérieures où celle-ci était encadrée dans une société et où les activités et les motivations économiques étaient imbriquées dans les pratiques et

finalités sociales, de parenté, politiques et religieuses. Elle a révélé que dans la zone du Centre et du Nord-Bénin, des variables socio-économiques et culturelles déterminent conjointement la « volonté de remboursement du crédit » du demandeur. Il s'agit de : (1) l'institution de micro finance à laquelle s'adresse le demandeur du crédit, (2) le département du client, (3) la commune, (4) le type de milieu du client, (5) la situation matrimoniale du client, (6) le genre , (7) le nombre d'enfants à charge enregistré au niveau du client, (8) l'âge du client, (9) l'ethnie du client, (10) le niveau d'instruction du client, (11) l'appartenance ou non à un groupe ou un groupement de caution solidaire, (12) la religion pratiquée par le client, (13) les aspects de sa religion influençant positivement le remboursement du crédit, (14) les pratiques coutumières développées dans la zone du client ou par lui-même, (15) les rites pratiqués par le client ou dans sa zone, (16) les formes de mariages pratiquées par le client ou dans sa zone, (17) les formes de veuvage appliquées par le client ou dans zone, (18) le type (polygamique ou monogamique) du ménage d'appartenance du client, (19) l'influence de la monogamie ou de la polygamie sur les remboursements au niveau du client ou dans sa zone.

En effet, il a été démontré que « plus les institutions de micro finance prennent le risque d'accroître le poids de leurs portefeuilles de crédits agricoles, plus elles augmentent le risque de délinquance de leurs portefeuilles de crédit » et qu'en réalité, ce n'est qu'une petite frange des bénéficiaires de crédit (1,5% d'emprunteurs actifs en général et 43% des emprunteurs actifs en impayé en particulier) qui engendrent un fort taux de délinquance du portefeuille de crédit de la zone d'étude. Ils proviennent principalement des régions du Zou, des Collines et de l'Atacora. Il s'en suit donc que chaque institution devra mieux peaufiner sa politique, ses stratégies et procédures d'opérations en milieu rural et les orienter spécifiquement sur les réalités sociologiques, environnementales, économiques et culturelles du milieu d'appartenance du client demandeur.

Les facteurs dont l'influence sur le taux de remboursement s'expriment en termes de risques ou de chances, ont permis de catégoriser trois (03) types de risques de criticités non négligeables dans l'octroi du crédit en milieu rural, il s'agit du (i)

risque de détournement d'objets de crédit (d'une prévalence de 20,83%), (ii) risque de détournement du remboursement de crédit (d'une prévalence de 19,48%) et (iii) autres risques d'impayés (notamment le retard de remboursement, avec une prévalence de 12,5%). Ces différents résultats ont conduit à la configuration de la matrice du facteurs/risques par espace géographique ou département.

4.7.2 Matrice des facteurs socio-économiques et culturels et des risques de non remboursement de crédit selon chaque département.

La matrice facteurs/risques est un outil d'identification des risques affectant le taux de remboursement. Compte tenu des spécificités de ce risque, elle est configurée par région ou département

4.7.2.1 Matrice des facteurs socio-économiques et culturelles et des risques de non remboursement de crédit dans les Collines.

Selon les résultats de la recherche, le département des Collines est particulièrement marqué par les risques de détournement d'objet de crédit (34,75%) et de détournement de remboursement de crédit (27,5%). Les causes majeures de ces caractéristiques liées aux risques sont (i) la mauvaise volonté du demandeur de crédit (40%), (ii) la fréquence des cas de maladies surtout infantiles, de cérémonies de décès et de mariages (20%), (iii) les ambitions démesurées (20%) et (iv) la conjoncture économique. L'éducation financière et les sensibilisations des clients peuvent aider les bénéficiaires de cette région à améliorer leur comportement dans la gestion du crédit.

4.7.2.2 Matrice des facteurs socio-économiques et culturelles et des risques de non remboursement de crédit dans le Zou

Dans la région du Zou, les risques de détournements de remboursements de crédit (37,5%) et de détournements d'objets de crédit (18,75%) sont les plus importants. Les problèmes de gestion du crédit sont les réelles causes de ces risques dans la zone. En effet, l'étude a révélé qu'en dehors de la morosité économique, qu'il y a fondamentalement la mauvaise foi du client (33,3%) et le surendettement (33,3%) qui expliquent ces risques majeurs identifiés dans la région du Zou. Pour mieux gérer ces facteurs de risques énumérés, chaque institution doit renforcer les sensibilisations

et formations en matière de gestion du crédit aux clients dans la région du Zou et renforcer également le suivi quotidien du crédit et des remboursements de crédits.

4.7.2.3 Matrice des facteurs socio-économiques et culturelles et des risques de non remboursement de crédit dans l'Atacora

En matière de pondération du risque de non remboursement du crédit en milieu rural, la région de l'Atacora se positionne en 3^{ième} position après les Collines et le Zou. En effet, le risque de détournement d'objet du crédit y est le plus prépondérant (41,67%), suivi du détournement de remboursements de crédit (20,83%). Ils s'expliquent d'une part par le surendettement des demandeurs de crédit et la fréquence des cérémonies funéraires et de mariages et d'autre part par la mauvaise foi (40%), la confusion entre fonds de roulement et le remboursement (20% des cas) et la mauvaise gestion des fonds du coton (avec le bradage des intrants vers le Burkina Faso).

4.7.2.4 Matrice des facteurs socio-économiques et culturelles et des risques de non remboursement de crédit dans le Borgou

La région du Borgou se caractérise surtout par le retard dans le remboursement du crédit (34,7%). Cette situation est la résultante du surendettement (23,52%) qui y est très prépondérant et de la mauvaise gestion des fonds de campagnes agricoles (notamment le coton) avec le bradage des intrants. Les sensibilisations et appuis conseils ainsi que la souscription aux assurances agricoles (si possible) peuvent aider à mieux gérer ces risques identifiés.

4.7.2.5 Matrice des facteurs socioéconomiques et culturelles et des risques de non remboursement de crédit dans la Donga.

La Donga est caractérisée par le risque de détournement de remboursements de crédit (25%). Le poids des cérémonies de mariage et funéraires, la mévente et les ambitions démesurées expliquent principalement ce risque. Les programmes d'éducation financière des clients doivent être développés dans la région de la Donga pour amener les demandeurs de crédit à mieux se comporter dans la gestion du crédit.

4.7.2.6 Matrice des facteurs socio-économiques et culturelles et des risques de non remboursement de crédit dans l'Alibori.

Parmi les départements, la région de l'Alibori semble être celle qui est la moins risquée. Cependant, elle est plus toujours dérangée par les aléas climatiques qui influencent les rendements agricoles, affectent le taux de remboursement du crédit par moment. Cependant, les risques de détournement d'objet de crédit et de remboursements de crédit ne sont pas à négliger. L'assistance technique agricole, la souscription aux assurances agricoles et l'éducation financière des clients doivent y être bien développées.

Les résultats issus de cette recherche ont permis de mettre en place un outil de Simulation de la Présomption de la Volonté de Remboursement appelé le SPVR. C'est un outil qui a été élaboré à partir de dix-neuf variables clés identifiées et qui sont déterminant dans le remboursement des crédits en général et des crédits agricoles en particulier.

Conclusion

La présente recherche est intitulée « les systèmes financiers décentralisés à l'épreuve des facteurs socioculturels au Bénin : essai empirique pour une socio-anthropologique du financement agricole ». Elle a pris en compte les départements du nord et du centre et s'est appesanti principalement sur les facteurs socioculturels pouvant influencer les remboursements de crédits. L'approche explicative et l'approche compréhensive ont permis de cerner les contours de la recherche. L'étude a permis d'identifier trente (30) éléments influençant le comportement de remboursement des clients à savoir : l'institution de micro finance d'affiliation du client, le département, la Commune, le type de milieu, la situation matrimoniale, le genre, le nombre d'enfants à charge, le secteur d'activité, l'âge du client, l'ethnie du client, le niveau d'instruction du client, l'appartenance à un groupement, la situation du groupement ou du demandeur de crédit par rapport au crédit, l'ancienneté ou l'expérience du client, le nombre de retards par rapport au remboursement de crédit en cours, le nombre de retard par rapport au crédit précédent, le nombre de retards par rapport au cycle surpassé, la religion pratiquée, la perception de la notion de crédit, les aspects de la religion influençant positivement le remboursement, les pratiques coutumières développées, les rites initiatiques pratiqués, les rites funéraires pratiqués, les formes de mariages pratiquées, les ethnies existantes dans la zone du client, le type de ménage d'appartenance du client, l'influence de la monogamie ou de la polygamie sur les remboursements, le poids de la contribution au budget familial, le mode de gestion des conflits et le nombre de crédits détenus en cours dans l'institution.

En effet, les résultats de la recherche montrent que « plus les institutions de micro finance prennent le risque d'accroître le poids de leurs portefeuilles de crédits agricoles, plus elles augmentent le risque de délinquance de leurs portefeuilles de crédit » et qu'en réalité, ce n'est qu'une petite frange des bénéficiaires de crédit (1,5% d'emprunteurs actifs en général et 43% des emprunteurs actifs en impayé en particulier) qui engendrent un fort taux de délinquance du portefeuille de crédit de la zone d'étude. Ils proviennent principalement des régions du Zou, des Collines et de l'Atacora. Il s'en suit donc que chaque institution devra mieux peaufiner sa politique, ses stratégies et procédures d'opérations en milieu rural et les orienter spécifiquement

sur les réalités sociologiques, environnementales, économiques et culturelles du milieu d'appartenance du client demandeur.

Les facteurs dont l'influence sur le taux de remboursement s'exprime en termes de risques ou de chances, ont permis de catégoriser trois (03) types de risques de criticités non négligeables dans l'octroi du crédit en milieu rural, il s'agit du (i) risque de détournement d'objets de crédit, risque de détournement du remboursement de crédit et autres risques d'impayés (notamment le retard de remboursement). Ces différents résultats ont conduit à la mise en place d'un outil de Simulation de la Présomption de la Volonté de Remboursement dont la phase d'implémentation au niveau des systèmes financiers décentralisés sera programmée.

L'analyse globale des systèmes de production des populations rurales a permis de mettre en relief la dualité des modes de cette population partagée entre leur pratique traditionnelle et les nouvelles exigences politiques et les exigences du monde moderne.

D'un côté, nous avons un modèle de référence qui prend sa source dans la tradition profonde et conservatrice et qui diffuse son pouvoir éducatif dans la personnalité de base de chaque individu. D'un autre côté, le modèle référentiel est l'occident. Il s'agit de la rencontre de deux « cultures ». Il s'agit d'une société ancrée et dotée des réalités traditionnelles qui lui sont propres et le capitalisme avec ses logiques.

Références bibliographiques

- 1- Aklassato Dénis, 2010, le microcrédit : entre shopping institutionnel et ciblage des plus pauvres, in *Monde en développement*, vol 0 (152) pages 31-44 ;
- 2- Aklassato Dénis, 2008, les plafonnements de taux d'intérêt en microfinance servent-ils réellement les plus pauvres et petits opérateurs économiques ? in *Mondes en Développement*, vol. 36 (141), 93-109 ;
- 3- Banque Mondiale, 2001, *Rapport sur le Développement dans le Monde : Combattre la Pauvreté*. Edition ESKA, Washington, USA ;
- 4- Belloncle Guy, la question paysanne en Afrique noire, Paris, Karthala, collection les Afriques, 115 pages ;
- 5- Besley Timothy., Coate Stéphen., 1995, Prêts collectifs incitatifs au remboursement et garanties sociales, in *Journal of Development Economics*, 46, 1-18 ;
- 6- Birou Alain., 1966, *vocabulaire pratique des sciences sociales*, Paris, édition Ouvrières, 314 pages ;
- 7- Boudon Raymond, 1979, *Les méthodes de recherche en sciences sociales*. Paris : PUF ;
- 8- Dereveux Georges., Raymond Fisher., 1993, An Economic Analysis of Group Lending Program in Developing Countries, *The Developing Economies*, no 31: 102- 121;
- 9- Diagne Adrame., 1997, *Les organisations paysannes et rurales : Des acteurs du Développement en Afrique Subsaharienne*. GAO, Paris ;
- 10-Dumont Raymond., 1962, *l'Afrique noire est mal partie*, Paris, éd du seuil, P. 280 ;
- 11-Durkheim., Emile., 1986, *les règles de la méthode sociologique*, Paris, PUF, P. 80 ;
- 12-Ela Jean-Marc., 1990, *Quand l'Etat pénètre en brousse : les ripostes paysannes à la crise*, Paris, Karthala ;
- 13-Ela Jean-Marc., 1998, *innovations sociales et renaissances de l'Afrique noire*, Paris, Harmattan, P .426 ;
- 14-Garba Maman Mallam, 2016, *Scolarisation des enfants à l'école primaire en République du Bénin : Les résistances du Département de l'Alibori*, Thèse de doctorat, Université d'Abomey-Calavi. ;

- 15-Honlonkou Albert, 2002, *Evaluation de la performance de remboursement dans les institutions de microfinance au Bénin*, in *Monde en développement*, 2002/3, numéro 119, pages 73 à 77 ;
- 16-Levallois R., Perron J-P., 1982, *Guide pratique de gestion financière de l'entreprise agricole*, Laboratoire d'Enseignement et de Recherche Agricole, Département d'Économie Rurale, Faculté des Sciences de l'Agriculture et de l'Alimentation, Ulaval, chapitre 4 ;
- 17-Magazine de la microfinance, *Finance agricole, opportunités pour les SFD dans le milieu agricole*, numéro 33 Octobre-Décembre 2018 ;
- 18-Morin Edgar et Stéphane Hessel, 2011, *le chemin de l'espérance*, Fayard, Paris, 60 pages ;
- 19-Olivier de Sardan Jean-Pierre, 1995, *Anthropologie et développement, essai en socio-anthropologie du changement social*, Paris Karthala. 223 pages ;
- 20-Olivier de Sardan Jean-Pierre, 2003, «L'enquête socio-anthropologique de terrain : synthèse méthodologique et recommandations à l'usage des étudiants », In *LASBEL, Etudes et Travaux*, N°13 ;
- 21-Polanyi Karl, 1977, *la subsistance de l'homme : la place de l'économie dans l'histoire et la société*, édition Flammarion, 455 pages ;
- 22-Rwenge M'Bura, 1999, *Changement social, structures familiales et fécondité en Afrique subsaharienne : le cas du Cameroun*, Yaoundé, Edition de l'IFORD ;
- 23- Stiglitz Joseph, 2012, *le prix de l'inégalité : comment la société divisée d'aujourd'hui met en danger notre avenir*, édition WW Norton and Company, 560 pages ;
- 24-Stiglitz Joseph, 1990, *l'introduction du paradigme informationnel en finance*, in *les grands auteurs en finance*, 698 pages ;
- 25-Togbe Timothée, 2013, *Conflit entre acteurs dans la gouvernance des lacs Toho et Ahémé au Sud-Ouest du Bénin*, Thèse de doctorat, Université d'Abomey-Calavi ;
- 26-Vallet Odon, 2012, *Dieu et les religions en 101 questions-réponses*, éditions Albin Michel, sous la direction de Jean Mouttapa, 298 pages ;

- 27-Wenner M, D.,1995, « A means to improve information transfer and Loan Repayment *Performance* », in *Journal of Development Studies*, série 32, no 2: 263-28 pp;
- 28- Zan Lauraine, 2007, *Appartenance socioculturelle et scolarisation des enfants au Burkina Faso*. Mémoire de DESSD, Université de Yaoundé II ;
- 29-Zeller, M., 1996, Determinant of Repayment Performance in Credit Groups: The Role of Program Design Intra-Group Risk Pooling, and Social Cohesion in Madagascar, *Discussion paper no 13, Food Consumption and Nutrition Division International Food Policy Research Institute*, 40 pages;

Annexes

QUESTIONNAIRES D'ENQUÊTES

Cible : Clients

A. IDENTIFICATION

1. Institution de micro finance	
2. Agence/Guichet d'origine :	
3. Département :	
4. Commune :	
5. Arrondissement :	
6. Villages/ quartiers de villes :	
7. Veuillez préciser le type de milieu : 1- Rural ; 2- Péri-urbain ; 3- Urbain	
8. Situation matrimoniale : 1- Célibataire ; 2- Concubinage ; 3- Marié (connaissance des parents + dote) ; 4- Marié (Dote+mariage civil) ; 5- Marié (Dote + mariage religieux) ; 6- Marié (Dote + mariage civil + mariage religieux) ; 7- Divorcé	
9. Sexe (Masculin ou Féminin) :	
10. Combien d'enfants avez-vous à charge?	
11. Secteur d'activités (Juste le principal) : 1-Commerce, 2- Agriculture, 3- Elevage, 4-Pêche, 5- Transport, 6-Industrie, 7-Artisanat, 8-Télécom, autres	
12. Age : 1- ≤ 18 ans ; 2- 18 – 50 ans ; 3- plus de 50 ans <input type="checkbox"/>	
13. Ethnie : <input type="text"/>	
14. Catégorie socioprofessionnelle : <input type="text"/>	
15. Niveau d'instruction : a- Aucun ; b- Niveau primaire ; c- Secondaire I ; d- secondaire II ; e- Universitaire I ; f- Universitaire II ; g- Universitaire III <input type="checkbox"/>	
16. Nom de l'enquêteur	

B. Situation par rapport aux crédits

a. Caractérisation de la situation du client

1- a- Etes-vous membre d'un groupement ? 1- Oui ; 2- Non

b- Quelle est votre situation (ou celle de votre groupe) par rapport au crédit ?
1- Sain ; 2- Impayé

b. Comportement dans le remboursement et calcul du taux de remboursement du client ou bénéficiaire

NB : Les informations ci-dessous seront préalablement prises dans les SIG des SFD avec la collaboration des agents de crédit

- 2- a- Combien de fois avez-vous déjà pris le crédit au sein de l'IMF ?
- b- Pour le remboursement en cours, combien de fois êtes-vous tombé en impayé ?
- c- Pour le crédit précédent, combien de fois êtes-vous tombé en impayé ?
- d- Pour le crédit sur passé (il y a deux cycles de cela), combien de fois êtes-vous tombé en impayé ?
- 3- a- Par rapport à votre crédit actuel, quel est le montant total échu (capital + intérêt) à cette date ?
- b- Quel est le montant réellement remboursé (capital + intérêt) ?
- c- Quel est le montant total des anticipations (capital + intérêt), s'il y en a eu ?
- d- Quelle est la valeur du taux de remboursement du prêt en cours à cette date ?

C. DETERMINANTS DU COMPORTEMENT DANS LE REMBOURSEMENT DU CLIENT OU BENEFICIAIRE

I- Les valeurs traditionnelles et culturelles

a. Appartenance religieuse du client et perception du crédit

- 1- a- Quelle religion pratiquez-vous principalement ?
- 1- Aucune (Athéisme) ; 2-traditionnel ; 3- Catholique ; 4-Evangélique ; 5- Protestant ; 6- Islamique ; Autres (à préciser)
- b- Quelle est votre perception du crédit?

Enoncé des perceptions :	Cocher	Justifier votre réponse
1. « le crédit est une aide financière qu'on met à ma disposition pour un temps, après usage je dois le retourner avec intérêt : c'est une obligation/ un devoir »		
2. « le crédit est un fonds public qu'on m'a donné, c'est ma récompense pour le soutien politique lors des élections : c'est un droit pour moi »		
3. « le crédit est un fonds qu'on m'a		

passé, mes difficultés peuvent m'amener à rembourser ou non, de toutes les manières, on me comprendra ce n'est facile pour personne»		
4. « le crédit ne doit même pas être remboursé avec intérêt, c'est normalement une aide»		
5. « Ma religion m'interdit de prendre du crédit»		
6. « Chez nous, quand on prend de crédit, on peut ne pas rembourser ce n'est pas un problème»		
7. « C'est une honte de prendre le crédit et ne pas rembourser, c'est un signe d'incapacité et d'irresponsabilité»		
8. « Quand on ne rembourse pas le crédit, ça empêche les autres d'en bénéficier »		
9. Autres (préciser)		

c- Quels sont les aspects de votre religion influençant positivement ou négativement les remboursements?

Aspects de la religion influençant positivement	Raisons justificatives	Aspects de la religion influençant négativement	Raisons justificatives
1.		1.	
2.		2.	

Les valeurs culturelles influençant le remboursement du crédit

a- Quelles sont les pratiques coutumières développées dans votre région?, Quelles sont leurs périodes de réalisation et comment ont-elles influencé votre remboursement ?

Pratiques coutumières	Périodes	Manifestation de la conséquence sur le remboursement du prêt	Solutions palliatives trouvées
1.		1.	

Pratiques coutumières	Périodes	Manifestation de la conséquence sur le remboursement du prêt	Solutions palliatives trouvées
2.		2.	
3.		3.	

b- Quelles sont les rites et rituels pratiqués dans votre région dont vous avez connaissance?, Quelles sont leurs périodes de réalisation et comment ont-ils influencé votre remboursement ?

c- Quelles sont les formes de mariage pratiquées dans la zone ? et quelles sont leurs conséquences sur les remboursements de crédit ?

Formes de mariage pratiquées	Cocher	Conséquences sur le remboursement du crédit	Citer des exemples si possible	Solutions palliatives trouvées
1. Mariage traditionnel ou coutumier				
2. Mariage civile				
3. Mariage religieux				
4. Autres (préciser)				

d- Quelles sont les formes de veuvages pratiquées dans la zone ? et quelles sont leurs conséquences sur les remboursements de crédit ?

II- Aspects sociologiques

Différentes ethnies et formes de solidarité développées

a- Quelles sont les ethnies qui existent dans la zone ? et qu'est-ce qui les caractérise particulièrement par rapport au crédit ?

b- Quelles sont les formes de solidarité développées dans la zone ? et quelles influencent ont-elles sur les remboursements de prêts ?

Formes de solidarité développées	Influences sur le remboursement de crédit	Justification	Citer des exemples si possible
1. Solidarité mécanique			
2. Solidarité organique			
3. Cautio n solidaire/Groupement solidaire			
4. Groupe d'entraide mutuelle (NOUDJEMINDJ I GBETA)			
5. Groupement d'Intérêts Economique (GIE)			
6. Groupements de métiers (OP, Association, etc.)			
7. Autres (préciser)			

c- Si vous êtes membre d'un groupement ou d'une association bénéficiant du crédit, quels sont les liens de parenté que vous avez avec les autres membres et comment cela a-t-il influencé votre remboursement de crédit ?, Si non passer à la question suivante :

Liens de la parenté sociale	Description de l'influence sur le crédit
1.	
2.	
3.	

Influence de l'exode rural sur les remboursements de prêts

a- l'exode rural influence-t-il les remboursements de prêts ici ? 1- Oui ; 2- Non

b- Si oui quelles en sont les causes ?, la population se déplace vers où ? et comment cela se manifeste sur le crédit ?

Influence de la polygamie ou de la monogamie sur le remboursement du crédit

1. a- Etes-vous dans un ménage polygamique ou monogamique ?

b- Comment cela a-t-il influencé le remboursement de votre crédit ?

a. Poids des responsabilités dans le foyer

2. a- Dans votre ménage, quel poids représente votre contribution au budget familial ?

1-] 0 ; 25] ; 2-]25 ;50] ; 3-]50 ;75] ; 4-]75 ;100]

b- Cela a-t-il influencé significativement le remboursement de votre prêt ? 1- Oui ; 2- Non

c- Si oui, veuillez décrire comment cela s'est manifesté

b. Accès aux ressources ou moyens de production et la question de l'égalité des sexes

a- Dans votre zone, est-ce que les femmes héritent des hommes moyens de production (terre, capital, main-d'œuvre) au même titre que les hommes ? 1- Oui ; 2- Non

b- Quels sont les rôles principalement dévolus à la femme dans votre région ?

c- Comment ces deux aspects ont-ils réellement influencé le remboursement de votre prêt ?

d- Quand il y a un problème (un conflit) entre deux sujets de la région comment cela se règle-t-il ?

e- Devant les juridictions ou instance de règlement de conflits, est-ce la femme est considérée au même titre que l'homme ? 1- Oui ; 2- Non

f- Si non, comment cela a-t-il influencé votre remboursement de prêt ?

III- Aspects économiques

a. Accès au financement

1. a- Quel est le montant de votre demande de crédit ?.....
- b- Combien avez-vous reçu ?.....
- c- Combien de crédit avez-vous en cours dans l'institution ?.....
- d- Combien de retard avez-vous par rapport autres crédit que vous avez dans l'institution.....
- e- Avez-vous de crédit dans d'autres institutions ? 1- Oui 2- Non
- f- Si oui, lesquelles ?
- g- Et quelle est la situation des autres prêts ? 1- Sain ; 2- Impayé.....

b. Niveau de revenu et la capacité de remboursement du client

1. a- Quelles sont vos sources de revenus les plus importantes et combien vous rapportent-elles ? et quelles sont leurs périodicités ?

Sources de revenus	Montants	Périodicités
Activités agricoles		
Activités de transformation		
Activités commerciales		
Artisanat		
Télécommunication		
Transport		
Fonctionariat		
Soutiens des parents/amis		
Autres		

b) A combien peut-on évaluer vos dépenses mensuelles ?

- a-]10 000; 25 000] ; b-]25 000; 50 000] ; c-] 50000; 100000] ; d-]100000; 200000] ; e-]200000; 300000] ; f-]300000; 400000] ; g-]400000; 500000] ; h-]500000; 700000] ; i-]700000; 900000] ; j-]900000; 1 100 000] ; k-]1 100 000; 1 300 000] ; l-]1 300 000; 1 500 000] ; m- > 1 500 000

- c) Arrivez-vous à épargner ? 1 ; 2- Non d) Si oui Combien épargnez-vous par mois ?
- e) Si non pourquoi ?

f- Comment épargnez-vous ? (Destination de vos revenus non consommés et proportions)

Destinations	Cocher	Proportion
Dans un compte en banque		
Dans un SFD		
Chez un tontinier ambulant		
Chez tontinier SFD		
A la maison (thésaurisation)		
Chez un ami ou un parent (thésaurisation)		
Autres (préciser)		

D. IDENTIFICATION DES RISQUES ET RECOMMANDATIONS

a. Risques de détournement

1. a- Par à l'objet de votre demande, arrivez-vous à financer effectivement l'objet de votre crédit ? 1- Oui ; 2- Non

b- Si non pourquoi ?

c- A votre avis, qu'elles sont en réalité les causes des impayés dans votre zone ? (Facteurs environnementaux, technologique, et autres) :

b. Recommandations

2. a- Quelles vos recommandations pour avoir un bon taux de remboursement dans la zone ?

Guide d'entretien adressé aux Personnels des SFD et Autorités religieuses

E. IDENTIFICATION

17. Institution de micro finance	
18. Agence/Guichet d'origine :	
19. Département :	
20. Commune :	
21. Arrondissement :	
22. Villages/ quartiers de villes :	
23. Veuillez préciser le type de milieu : 1- Rural ; 2- Péri-urbain ; 3- Urbain	
24. Sexe (Masculin ou Féminin) :	
25. Poste occupé	
26. Niveau d'instruction :	
27. Ancienneté au poste	
28. Nom de l'enquêteur	

F. DETERMINANTS DU COMPORTEMENT DANS LE REMBOURSEMENT DU CLIENT OU BENEFICIAIRE

IV- Les valeurs traditionnelles et culturelles

a. Appartenance religieuse des clients et perception du crédit

2- a- Quelles sont les formes de religion pratiquée dans la zone ?

1- Aucune (Athéisme) ; 2- Animisme/traditionnel ; 3- Catholique ;
4-Evangélique ; 5- Protestant ; 6- Islamique ; Autres (à préciser)

b- Quelle est la perception du crédit le client dans la zone?

Enoncé des perceptions :	Cocher	Justifier votre réponse
10. « le crédit est une aide financière qu'on met à ma disposition pour un temps, après usage je dois le retourner avec intérêt : c'est une obligation/ un devoir »		
11. « le crédit est un fonds public qu'on m'a donné, c'est ma récompense pour le soutien politique lors des élections : c'est un droit pour moi »		
12. « le crédit est un fonds qu'on m'a passé, mes difficultés peuvent m'amener à rembourser ou non,		

de toutes les manières, on me comprendra ce n'est facile pour personne»		
13. « le crédit ne doit même pas être remboursé avec intérêt, c'est normalement une aide»		
14. « Ma religion m'interdit de prendre du crédit»		
15. « Chez nous, quand on prend de crédit, on peut ne pas rembourser ce n'est pas un problème»		
16. « C'est une honte de prendre le crédit et ne pas rembourser, c'est un signe d'incapacité et d'irresponsabilité»		
17. « Quand on ne rembourse pas le crédit, ça empêche les autres d'en bénéficier »		
18. Autres (préciser)		

c- Quels sont les aspects de la religion influençant positivement ou négativement les remboursements dans votre zone?

Aspects de la religion influençant positivement	Raisons justificatives	Aspects de la religion influençant négativement	Raisons justificatives
3.		3.	
4.		4.	
5.		5.	
6.		6.	
7.		7.	

b. Les valeurs culturelles influençant le remboursement du crédit

3- a- Quelles sont les pratiques coutumières développées dans votre région?, Quelles sont leurs périodes de réalisation et comment ont-elles influencé les remboursements des crédits ?

Pratiques coutumières	Périodes	Manifestation de la conséquence sur le remboursement du prêt	Solutions palliatives trouvées
4.		4.	
5.		5.	
6.		6.	
7.		7.	
8.		8.	

b- Quelles sont les rites et rituels pratiqués dans votre région dont vous avez connaissance?, Quelles sont leurs périodes de réalisation et comment ont-ils influencé votre remboursement ?

c- Quelles sont les formes de mariage pratiquées dans la zone ? et quelles sont leurs conséquences sur les remboursements de crédit ?

Formes de mariage pratiquées	Cocher	Conséquences sur le remboursement du crédit	Citer des exemples si possible	Solutions palliatives trouvées
5. Mariage traditionnel ou coutumier				
6. Mariage civile				
7. Mariage religieux				
8. Autres (préciser)				

d- Quelles sont les formes de veuvages pratiquées dans la zone ? et quelles sont leurs conséquences sur les remboursements du crédit ?

Formes de veuvage pratiquées	Durée	Conséquences sur le remboursement du crédit	Citer des exemples si possible	Solutions palliatives trouvées
1.				
2.				
3.				
4.				

V- Aspects sociologiques

c. Différentes ethnies et formes de solidarité développées

3.a- Quelles sont les ethnies qui existent dans la zone ? et qu'est-ce qui les caractérise particulièrement par rapport au crédit ?

Ethnies existantes	Caractéristiques particulières par rapport au remboursement de crédit	Justification	Citer des exemples si possible
1.			
2.			
3.			
4.			
5.			

b- Quelles sont les formes de solidarité développées dans la zone ? et quelles influencent-elles sur les remboursements de prêts ?

Formes de solidarité développées	Influences sur le remboursement de crédit	Justification	Citer des exemples si possible
8. Solidarité mécanique (mon problème est ton problème)			
9. Solidarité organique (individualisme)			
10. Caution solidaire/Groupement solidaire			
11. Groupe d'entraide mutuelle (NOUDJEMINDJ I GBETA)			
12. Groupement d'Intérêts Economique (GIE)			
13. Groupements de métiers (OP, Association, etc.)			
14. Autres (préciser)			

d. Influence de l'exode rural sur les remboursements de prêts

4.a- l'exode rural influence-t-il les remboursements de prêts ici ?1- Oui

2- Non

b- Si oui quelles en sont les causes ?, la population se déplace vers où ? et comment cela se manifeste sur le crédit ?

Causes de l'exode rural	Destination (en général) des émigrants	Influences sur le crédit	Justification
1.			
2.			
3.			
4.			
5.			

e. Influence de la polygamie ou de la monogamie sur le remboursement du crédit

5.a- Pensez-vous que la polygamie ou la monogamie influence réellement le remboursement des prêts ?

1- Oui ; 2- Non

b- Si oui, Comment cela se manifeste-t-elle?.....

f. Accès aux ressources ou moyens de production et la question de l'égalité des sexes

6.a- Dans votre zone, est-ce que les femmes héritent des hommes moyens de production (terre, capital, main-d'œuvre) au même titre que les hommes ?

1- Oui 2- Non

b- Quels sont les rôles principalement dévolus à la femme dans votre région ?

c- Comment ces deux aspects ont-ils réellement influencé le remboursement des prêts dans la zone ?

d- Quand il y a un problème (un conflit) entre deux sujets de la région comment cela se règle-t-il ?

e- Devant les juridictions ou instances de règlement de conflits, est-ce la femme est considérée au même titre que l'homme ? 1- Oui ; 2- Non

a- Si non, comment cela a-t-il influencé les remboursements de prêt ?

VI- Aspects économiques

c. Activités économiques et leurs poids

1.a- Quelles sont les activités économiques développées dans la zone ? et quels sont leurs poids

Activités économiques	1- Commerce	2- Agriculture	3- Elevage	4- Pêche	5- Transport	6- Industrie	7- Artisanat	8- Télécom	autres
Poids									

Utiliser les intervalles ci-après : 1-] 0 ; 25] ; 2-]25 ;50] ; 3-]50 ;75] ; 4-]75 ;100]

b- Quelles sont les infrastructures socio-économiques de la zone ? Quelles influences ont-elles sur les remboursements de crédit ?

Infrastructures socio-économiques	Descriptions de l'influence sur les remboursements de crédit	Justifications

c- Quels sont les débouchés économiques de la zone? Quelles influences ont-ils sur les remboursements de crédit ?

Débouchés	Descriptions de l'influence sur les remboursements de crédit	Justifications

d. Accès au financement

2.a- Quelles sont les institutions financières intervenant la zone ?

Institutions	Existence (Oui ; Non)	Lesquelles ?
Banques		
IMF		
Autres		

b- Quelles sont les caractéristiques des demandeurs de crédits dans la zone ?

Suivant :	Préciser s'il vous plait
Le type (individuel, groupes, entreprises, groupements, etc.)	
L'âge	
Le secteur d'activités	
Les montants demandés (petit crédits, prêts moyens ou prêts substantiels.)	

c- Quels sont les types de produits et services demandés dans la zone ?

Produits / services	Existence (Oui ; Non)	Lesquelles ?
Crédits		
Epargne		

Transferts d'argents		
Autres		

G. IDENTIFICATION DES RISQUES ET RECOMMANDATIONS

a. Risques de détournement

1. a- Par au suivi du crédit que vous faites, quelle est la prévalence du risque de détournement d'objets de crédit ?

1-] 0% ; 25%] ; 2-]25% ;50%] ; 3-]50% ;75%] ; 4-]75% ;100%]

b- Quelles en sont les raisons ? et les solutions préconisées ?

c- A votre avis, quelle est la prévalence du risque de détournement des remboursements de crédit ?

1-] 0% ; 25%] ; 2-]25% ;50%] ; 3-]50% ;75%] ; 4-]75% ;100%]

d-Quelles en sont les raisons ? et les solutions préconisées ?

e- A votre avis, qu'elles sont en réalité les causes des impayés dans votre zone ? (Facteurs environnementaux, technologique, et autres) surtout pour les prêts agricoles :

Risques de recouvrement

a- Quels les risques aux stratégies de recouvrement de votre institution en milieu rural ?

Recommandations

3. a- Quelles vos recommandations pour avoir un bon taux de remboursement dans la zone ?

Tables des matières

Sommaire	i
Sigles et abréviations	ii
Dédicace.....	iii
Liste des figures	viii
Listes des graphiques	viii
Introduction.....	1
PREMIERE PARTIE Considérations théorique et méthodologique des facteurs socioéconomiques et culturels du remboursement des crédits en milieu rural.....	3
CHAPITRE I : Considérations théoriques.....	4
1.1. Problématique	4
1.1.1. Contexte, constats, problème et question de recherche	4
1.1.2 Hypothèse générale.....	8
Les référents socioculturels participant aux remboursements de crédits agricoles en milieu rural.....	8
1.1.2.1 Hypothèses spécifiques de recherche	8
1.1.3 Objectif général.....	8
Analyser les facteurs socioculturels déterminant les remboursements de crédits agricoles en milieu rural.....	8
1.1.3.1 Objectifs spécifiques.....	8
1.2 Cadre conceptuel.....	9
1.3 Motivations du choix du sujet.....	10
1.3.1 Raisons subjectives	10
1.3.2 Raisons objectives.....	10
1.4 Justification du choix du cadre de la recherche	11
1.5 Délimitation thématique et la clarification conceptuelle	11
1.5.1 Délimitation thématique.....	11
1.6 Clarification conceptuelle	12
1.6.1 Facteurs socioculturels.....	12
1.6.2 Religion.....	12
1.6.3 La capacité de remboursement	14

1.6.4 La caution solidaire.....	15
1.7 Revue de littérature.....	16
1.7.1 Rôle et limites de la caution solidaire dans les performances de remboursement.....	16
1.7.2 Influence du désencastrement entre institutions financières et activités économiques sur les performances de remboursement.....	19
Chapitre II : Considérations méthodologiques de la recherche.....	21
2.1 Nature de la recherche.....	21
2.2 Cadre de la recherche.....	21
2.3 Techniques et outils de collecte de données.....	21
2.3.1 L'étude documentaire.....	22
2.3.2 Entretien.....	23
2.4 Groupes cibles et échantillonnage.....	25
2.2.1 Critères d'inclusion des acteurs.....	26
2.3 Dépouillement et analyse des données.....	26
2.3.1 Méthodes spécifiques de traitement et d'analyse des données.....	26
2.3.2 Approche compréhensive et l'individualisme méthodologique comme modèles d'analyse.....	26
2.4 Chronogramme des activités.....	28
DEUXIEME PARTIE Quand la perception sociale de la notion de crédit et les déterminants socioculturels influencent les remboursements de crédits en milieu rural.....	29
Chapitre III : Quand la perception sociale de la notion de « crédit » et les activités des emprunteurs influencent les remboursements.....	30
3.1 Présentation de la spécification des variables de la recherche.....	30
3.3 Caractérisation de l'échantillonnage.....	31
3.3.1 Répartition spatiale de l'échantillon.....	31
3.3.2 Contribution des SFD à l'échantillon.....	32
3.3.3 Répartition suivant le genre, l'âge, l'affiliation à un groupement l'ethnie et la situation matrimoniale.....	33
3.3.4 Situation matrimoniale des emprunteurs.....	34

3.3.5 Niveau d’instruction des emprunteurs	34
3.3.6 Répartition suivant les types de religions pratiquées et la situation par rapport au crédit.....	35
3.3.7 De la représentativité des acteurs des SFD et des autorités locales dans l’échantillon.	36
3.4 Présentation de la situation du portefeuille de crédit de la zone cible de l’étude ...	37
3.4.1 Portée du portefeuille de crédit dans la zone	37
3.5 Perception de la notion du « Crédit » et expérience de crédit.....	38
3.6 Du poids économique du demandeur au remboursement du crédit.....	39
3.7 Types de produits et services en milieu rural	41
3.8 Analyse du comportement dans le remboursement des prêts au niveau des demandeurs de crédits de la zone d’étude.	41
Chapitre IV : Facteurs socioculturels comme éléments influençant les remboursements de crédits en milieu rural.....	42
4.1 La question de remboursement de « crédit » en rapport aux déterminants socioculturels.	42
4.2.1 Validité et robustesse du modèle	45
Commentaire, interprétation et analyse du modèle	47
4.3 Quand des déterminants socioculturels influent sur les remboursements de crédit.....	48
4.3.1 Milieu d’appartenance et remboursement de crédit.....	48
4.3.2 Le statut matrimonial en rapport au phénomène de remboursement de crédit....	49
4.3.3 Le remboursement des crédits en rapport avec la question de genre	50
4.4 Quelques autres éléments spécifiques déterminant les remboursements de crédits.....	50
4.4.1 Le poids de l’âge et l’origine ethnique en rapport au phénomène de non remboursement des crédits.....	50
4.4.2 Obédiences religieuses et comportements des emprunteurs dans le remboursement des crédits.....	51
4.4.3 Formes de solidarités et comportements dans le remboursement des crédits.	52
4.4.4 Influence de l’exode rural dans le remboursement des crédits.....	53

4.5 Les facteurs économiques et risques inhérents aux crédits en milieu rural.	53
4.5.1 L'accès à la terre et aux moyens de production par des emprunteurs.	53
4.6 Présentation de l'analyse des risques inhérents aux crédits en milieu rural en lien avec l'espace géographique.	54
4.7 Synthèse de l'analyse des résultats de la recherche suivie de la matrice globale des risques d'octroi de crédits par espace géographique.	55
4.7.1 Synthèse des résultats et analyse des données	55
4.7.2 Matrice des facteurs socio-économiques et culturels et des risques de non remboursement de crédit selon chaque département.	58
4.7.2.1 Matrice des facteurs socio-économiques et culturelles et des risques de non remboursement de crédit dans les Collines.....	58
4.7.2.2 Matrice des facteurs socio-économiques et culturelles et des risques de non remboursement de crédit dans le Zou	58
4.7.2.3 Matrice des facteurs socio-économiques et culturelles et des risques de non remboursement de crédit dans l'Atacora	59
4.7.2.4 Matrice des facteurs socio-économiques et culturelles et des risques de non remboursement de crédit dans le Borgou	59
4.7.2.5 Matrice des facteurs socioéconomiques et culturelles et des risques de non remboursement de crédit dans la Donga.....	59
4.7.2.6 Matrice des facteurs socio-économiques et culturelles et des risques de non remboursement de crédit dans l'Alibori.	60
Conclusion	61
Références bibliographiques	63
Annexes.....	66
Tables des matières	83